

RÉVOLUTION ou GUERRE

#33

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Mai 2026



Sommaire

Comment s'opposer à cette course vers la guerre capitaliste généralisée ?

Situation internationale

Vagues de luttes ouvrières en Inde contre les conséquences de la guerre

Grève des ouvriers municipaux de la ville de Montréal (Canada)

Communiqué sur l'attaque américaine sur le Venezuela (4 janvier 2026)

Communiqué sur la guerre en Iran et au Liban (6 mars 2026)

Le train impérial américain perd ses roues

« Club de lecture progressiste » au Canada et notre intervention

Débat au sein du camp prolétarien

Réunion publique du GRI du 7 mars 2026 à Paris

Sur les revendications économiques et la lutte politique prolétarienne

Contribution : les conseils ouvriers et le parti de classe

« Les conseils ouvriers et le parti de classe » : ou comment le conseillisme chassé par la porte, revient par la fenêtre

Histoire du mouvement ouvrier

Lénine-Rosa Luxemburg-Liebkech (*Bilan* #39, 1937)

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

5 dollars/5 euros

Table des matières

Comment s'opposer et briser cette course vers la guerre capitaliste généralisée ?...1	
Vague de luttes ouvrières en Inde face aux conséquences économiques de la guerre en Iran.....2	2
Grève des ouvriers de la ville de Montréal au Canada.....3	3
Communiqué sur l'attaque américaine sur le Venezuela (4 janvier 2026).....4	4
Communiqué sur la guerre en Iran et au Liban (6 mars 2026).....6	6
Le train impérial américain perd ses roues.....7	7
« Club de lecture progressiste » au Canada et notre intervention.....10	10
Réunion publique du GRI (TCI) du 7 mars 2026 à Paris.....12	12
Sur les revendications économiques et la lutte politique prolétarienne.....14	14
Contribution sur les conseils ouvriers et le parti de classe.....16	16
« Les conseils ouvriers et le parti de classe » : ou comment le conseillisme, chassé par la porte, revient par la fenêtre.....24	24
Lénine - Luxemburg – Liebknecht (<i>Bilan</i> #39, 1937).....30	30

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com

Comment s'opposer et briser cette course vers la guerre capitaliste généralisée ?

D'un côté, le capitalisme mondial accélère sa course vers la guerre impérialiste généralisée. La guerre en Iran et dans tout le Moyen Orient lancée par le capitalisme américain en est un moment tout particulier. De l'autre, les attaques sur les conditions de vie et de travail, déjà fortes et constantes au moins depuis la crise financière de 2008, redoublent... du fait de la préparation à la guerre et, maintenant, de la guerre elle-même, de la guerre en Iran et au Moyen-Orient.

La spirale infernale vers un conflit mondial meurtrier s'emballer. Le capitalisme mondial, à commencer par le capitalisme dominant américain, est contraint de forcer le rythme et le cours vers la guerre. Trump et Poutine, pour ne citer que ces deux-là, sont les personnages que chaque impérialisme, américain et russe dans leur cas, se sont choisis. Ils sont un signe du temps présent. Les éruclatations de Trump sont du même ordre que celles lancées en son temps par Hitler. Et ses pitreries, la plupart sinistres, dépassent en ridicule celles de Mussolini. Elles n'en sont pas moins lourdes de sens et de drames. Le temps est à la guerre. Il faut habituer les populations aux discours nationalistes et de haines aussi stupides puissent-ils être.

N'en doutons pas : les autres puissances impérialistes, la Chine en premier, mais aussi les puissances européennes et asiatiques, ne pourront pas laisser le capitalisme américain leur imposer par la force ses conditions et ses diktats économiques, politiques et impérialistes sans tenter d'y répondre. Il en va de leur survie. Chaque capital et bourgeoisie nationale lutte à mort pour pouvoir accéder aux rares radeaux de survie du navire avant qu'il ne coule.

Est-il possible d'arrêter la ruée vers l'abîme ? La réponse à la guerre qui vient ne peut pas se faire au nom de la... paix. La guerre est intrinsèque au capital. Les guerres mondiales, nous en avons déjà connues deux, ne sont que les expressions ultimes des contradictions du capital. Elles sont l'aboutissement inéluctable de la sur-production générale de capital, de forces productives et de marchandises et de l'impossibilité d'absorber – de vendre – cette sur-production dans le cadre des rapports sociaux capitalistes. D'où la lutte pour les marchés par la compétition économique accompagnée de la force militaire, de l'impérialisme. Et au final, la destruction massive au moyen de la guerre généralisée. S'opposer à la dynamique guerrière ne peut se faire au nom de « l'idéal » de la paix. D'autant que dans le capitalisme, « la paix n'est qu'un moment de la guerre. »

Auparavant, les travailleurs de tous les pays étaient appelés à payer pour l'impasse économique et la crise du capitalisme. Aujourd'hui, en sus ils sont appelés à régler aussi la facture de la guerre qui vient. De celle qu'il faut

préparer. Et maintenant de celle qui est. De celle qui se déroule sous nos yeux et qui répand des flots de sang en Palestine, au Liban, en Iran et en Ukraine. Les économistes l'annoncent : l'économie se ralentit brutalement, l'inflation redouble et les licenciements explosent du fait de la guerre en Iran¹. Bref, les prolétaires vont devoir aussi payer pour le blocage du détroit d'Ormuz ; celui-là même qui enrichit les spéculateurs, c'est-à-dire les capitalistes, à commencer par Trump, Poutine et leurs cliques, sans oublier les Mollahs et autres *gardiens de la révolution* iraniens et qui leur permet de se vautrer dans la corruption la plus éhontée et le luxe le plus obscène.

L'opposition réelle et potentiellement efficace à la guerre ne peut venir que de l'affirmation par le prolétariat de ses intérêts de classe dans le contexte de l'antagonisme matériel et historique entre les classes – entre la bourgeoisie, qui exploite le travail du prolétariat et tire profit du redécoupage impérialiste du monde, et le prolétariat, qui peine et est contraint de se battre dans les tranchées au service de la classe dominante. Il n'est qu'une voie pour s'opposer à la marche à la guerre aujourd'hui. Celle que des dizaines d'ouvriers en grève massive en Inde² nous montrent ces jours-ci, en répondant directement aux conséquences matérielles sur leurs conditions de vie de la guerre en Iran. La lutte pour défendre les conditions de vie et de travail des salariés, du prolétariat. Les conditions de vie des travailleurs se sont détériorées au fil des décennies ; elles sont aujourd'hui encore davantage mises à mal dans le contexte de la montée vers la guerre et sont directement menacées par les conséquences de la guerre en Iran. Crise capitaliste et guerre impérialiste se nourrissent l'une l'autre au dépens du prolétariat.

Le mot d'ordre d'aujourd'hui : Non aux sacrifices pour la guerre ! Lutte en masse et généralisée ! Non à l'union sacrée nationale autour de l'État capitaliste et la bourgeoisie nationale !

Le mot d'ordre de demain : le capitalisme, c'est la guerre, à bas le capitalisme !

La rédaction, 22 avril 2026

¹. Sans compter les risques de crise financière liée aux bulles spéculatives qui s'additionnent les unes aux autres et qui sont toutes liées à l'endettement généralisé. Celle du *private credit* pourrait être la première à exploser : les prêteurs inquiets cherchent de plus en plus à récupérer ce qu'ils ont placé dans les fonds spéculatifs qui la gère. Ou encore, les pays du Golfe qui ne vendent plus leur pétrole depuis le blocus du détroit d'Ormuz, ont un besoin urgent de dollars. Aussi, sont-ils d'être tentés de vendre leur actifs américains, actions, obligations, bons du trésor. On risque donc de voir rapidement une ruée en panique vers le « cash », chacun cherchant à limiter ses « pertes » en vendant et provoquant l'éclatement des bulles. Nous ne pouvons pas développer ici.

². Cf. dans ce numéro l'article qui suit.

Situation internationale

Vague de luttes ouvrières en Inde face aux conséquences économiques de la guerre en Iran

« Une agitation ouvrière a éclaté à Noida, l'un des plus grands pôles industriels planifiés d'Asie, alors que les travailleurs de milliers d'entreprises manifestent pour dénoncer des problèmes liés au salaire minimum ; des incidents violents ont été signalés dans certains quartiers de cette « ville de l'électronique ». Ces troubles surviennent dans un contexte de hausse mondiale du coût de la vie, provoquée par les perturbations de l'approvisionnement en carburant liées au conflit entre les États-Unis et Israël impliquant l'Iran. » (le journal indien *The Economic Times*, 14 avril 2026, <https://economictimes.indiatimes.com/news/india/not-just-noida-why-workers-are-protesting-across-several-cities-in-india/articleshow/130254502.cms>)

À l'heure où nous terminons ce numéro, un camarade nous fait parvenir des nouvelles qu'il a trouvées sur les sites web *Angry Workers of the World* (en anglais) et *Wildcat* (en allemand)³ informant d'une vague de luttes ouvrières en masse en Inde. La réalité de la dynamique de lutte en masse, de « grève de masse », à l'échelle du pays que *Angry Workers* retrace est largement confirmée et donc vérifiée par *The Economic Times* qui indique dans son titre que « Ce n'est pas qu'à Noida, pourquoi les ouvriers manifestent dans plusieurs villes d'Inde. »

« Le 8 avril, les travailleurs de Noida, une banlieue de Delhi comptant 650 000 habitants, se sont joints à la manifestation. Avec des milliers d'entreprises industrielles, notamment dans les secteurs de la sous-traitance automobile et de l'électronique, Noida et la vaste ceinture industrielle de Delhi constituent l'un des plus grands pôles industriels d'Asie. Les travailleurs réclamaient une augmentation de 35 %. Pendant une semaine, leurs revendications ont été ignorées.

Le 13 avril, leur colère a éclaté. Entre 40 000 et 45 000 travailleurs sont descendus dans la rue. 'Les ouvriers de dizaines d'usines de la zone industrielle de Noida ont organisé lundi des manifestations violentes pour réclamer de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Ils ont lancé des pierres, détruit des véhicules et en ont incendié plusieurs', a écrit *The Indian Express*. Des bâtiments d'usine ont également été incendiés. Dans de nombreux cas, les forces de police déployées sur place ont été contraintes de battre en retraite. Dans des vidéos mises en ligne par les travailleurs eux-mêmes sur des plateformes telles qu'Instagram, on peut voir une manifestation défilant dans le hall d'une usine, les travailleurs criant : « Répondez à nos revendications ! » Dans une autre, des ouvriers du bâtiment démolissent un bâtiment. Une autre encore montre une grève dans un bureau informatique.

Le 14 avril, les travailleurs domestiques se sont joints au mou-

vement ; le 15 avril, les travailleurs indépendants se sont rassemblés et ont également formulé des revendications salariales. Le soulèvement s'est étendu à d'autres régions : de Gurgaon à Noida en passant par Faridabad, les travailleurs se battent. Il s'agit de la plus grande vague de grèves dans la région depuis 2014/2015. Et contrairement à cette époque, elle ne se limite pas aux secteurs du textile et de l'automobile. L'une des différences entre 2014-2015 et aujourd'hui réside dans le fait que l'on n'a pas encore assisté à de longues occupations d'usines, mais plutôt à des barrages routiers. Un facteur intéressant dans la propagation du soulèvement est le fait que diverses entreprises possèdent des usines situées dans des zones industrielles différentes, souvent assez éloignées les unes des autres. Lorsque les travailleurs de l'entreprise de confection Richa se sont mis en grève, ont été attaqués par la police à Manesar et ont riposté, les travailleurs de l'usine Richa de NOIDA ont entamé leur grève en signe de solidarité. L'usine Mothersons a joué un rôle similaire : les travailleurs de NOIDA se sont d'abord mis en grève, puis ceux de Mothersons à Faridabad et à Bhiwadi, situées à environ 90 kilomètres de là, au Rajasthan. » (*Angry Workers*)

Il nous est difficile d'apprécier la dynamique réelle en cours et les orientations concrètes que les communistes devraient pouvoir avancer dans ces mobilisations selon les lieux et les moments. Il n'en reste pas moins que nous assistons à une dynamique de « grève de masse », de grève, de manifestations, d'émeutes et d'affrontements avec la police à l'échelle d'importants centres industriels du pays. Elle est d'autant plus significative et importante pour le prolétariat mondial qu'elle constitue la première réponse prolétarienne de masse aux conséquences économiques de la marche à la guerre impérialiste généralisée sur les conditions de vie et de travail. En fait, elle s'élève contre l'inflation et les autres implications directes de la guerre américano-israélienne au Moyen Orient contre l'Iran et le Liban et qui touchent directement et brutalement une grande partie des pays d'Asie.

En ce sens, les prolétaires d'Inde montrent le chemin à l'ensemble du prolétariat mondial : tout comme ce

³. <https://www.angryworkers.org/2026/04/15/meet-our-demands-workers-uprising-in-india/> et https://www.wildcat-www.de/aktuell/a129_indien.html. Nous qualifierons rapidement ces deux sites web comme des sites « conseillistes ».

n'était pas aux prolétaires de payer hier pour la crise du capitalisme, ce n'est pas aux prolétaires de payer pour la marche à la guerre et la guerre impérialiste elle-même dans laquelle la crise du capital voudrait entraîner l'humanité toute entière.

Aucun sacrifice pour le capitalisme et sa marche à la guerre généralisée ! Tel est le mot d'ordre général de l'heure.

20 avril 2026

Grève des ouvriers de la ville de Montréal au Canada

La combativité ouvrière au Canada que nous avons relevée dans le [numéro précédent](#)⁴ ne se dément pas. Le contrôle général des syndicats, et derrière eux de l'ensemble de l'appareil d'État bourgeois, sur ces luttes ouvrières est tout aussi réel. Celui-ci limite fortement l'efficacité « politique » de ces combats de classe pour que les prolétaires réussissent à imposer leurs revendications. Le fait que ces luttes restent isolées, secteur par secteur, corporation par corporation, voire métier par métier, ou encore localisée, rend impossible une évolution favorable aux ouvriers du rapport de forces avec la bourgeoisie et ses forces politiques et syndicales.

La dernière grève significative en date vient juste d'avoir lieu. Les « cols bleus » de la ville de Montréal sont les ouvriers qui entretiennent les structures municipales : égout, rues, stationnement, signalisation, jardins, etc. Ils ont fait grève trois jours dans le cadre légal du « droit de grève » canadien, les 15, 16 et 17 avril. Leur revendication était une augmentation de salaire semblable à celle des autres villes du Québec, soit de 21,5% à 22% pour 5 ans. La ville s'y est refusée et leur a proposé 11% pour 5 ans ; c'est-à-dire bien en-deça de l'inflation déjà existante et encore plus de celle à venir vu les conséquences de la marche à la guerre et, plus directement, de la guerre en Iran. À l'annonce de cette grève, notre noyau au Canada a décidé d'intervenir dans cette lutte, les piquets et manifestations ou rassemblements éventuels. Pour l'occasion, nous avons aussi jugé utile de publier et de diffuser un tract d'agitation mettant en avant la nécessité de rompre l'isolement et d'étendre la lutte.

Entre-temps, la proposition de la direction d'augmentation de 11 % seulement a provoqué une colère qui s'est matérialisée par l'occupation d'artères importantes de la ville durant une partie de la journée du 16, à l'angle des rues Sherbrooke et Pie IX. Ce fut pour nos membres l'occasion de les rejoindre, de diffuser notre tract et de discuter avec les grévistes. Si de nombreux grévistes étaient d'accord avec la nécessité d'élargir la grève, ils nous renvoyèrent vers les dirigeants syndicaux. Cela en dit long à la fois sur la conscience croissante qu'isolées les luttes ne peuvent faire reculer la bourgeoisie et sur le niveau d'illusions sur les syndicats qui existe toujours. En fait, cela en dit long sur le chemin qu'il reste encore aux fractions du prolétariat mondial les plus combattives pour disputer aux appareils syndicaux la direction de leurs combats afin de prendre en charge « eux-mêmes » leur lutte, leur extension et leur généralisation et leur organisation.

20 avril 2026

Tract : « Cols bleus » de Montréal, Élargissez votre grève, ne restez pas isolés

Les grèves restent généralement isolées alors que la bourgeoisie par ses médias, ses partis politiques et ses syndicats sont unis pour que la grève ne soient pas efficaces et restent dans le cadre secteur par secteur, ville par ville, syndicats par syndicats. Les négociations pouvant parfois durer des semaines, tandis que les travailleurs sont épuisés par des semaines de piquetage quotidien devant leur lieu de travail. C'est le scénario qui se dessine pour les cols bleus. Ou bien les grévistes seront rapidement contraints par la loi de reprendre le travail. En règle générale, les négociations sont opaques. On dit aux travailleurs de « soutenir leur équipe de négociation » et de faire confiance au syndicat pour défendre au mieux leurs intérêts. Si cette stratégie était gagnante pour les travailleurs, nous n'aurions pas assisté à un déclin constant de notre pouvoir d'achat au cours des dernières décennies, malgré les nombreuses grèves qui ont eu lieu pendant cette période. Ces grèves aboutissent toutefois toujours au même résultat : l'isolement, l'épuisement, puis la pression exercée par le syndicat sur les travailleurs pour qu'ils acceptent le « meilleur accord possible » que l'équipe de négociation ait pu obtenir. Il n'y a rien de plus à obtenir, diront-ils. Ce discours doit être rejeté. L'élargissement de votre grève est la seule façon de la rendre efficace.

Planifiez et organisez-vous. Envoyez des délégations à d'autres piquets de grève et entrez en contact avec d'autres travailleurs en lutte ou prêts à se battre. Donnez l'exemple à tous les travailleurs, car votre grève repose sur la lutte de toute la classe ouvrière ! Refusez tout sacrifice au nom de l'économie nationale ou municipale ou du bon fonctionnement des entreprises. Contre tout nationalisme et tout soutien à un groupe de capitalistes ou à un autre dans leurs conflits impérialistes ! Pas de guerre, sauf la guerre des classes !

Le Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC), 16 avril 2026

⁴. cf. Révolution ou guerre #32 : <https://igcl.org/Mobilisations-proletariennes-au>

Communiqué sur l'attaque américaine sur le Venezuela (4 janvier 2026)

« C'est l'Amérique d'abord. C'est la paix par la force. Bienvenue en 2026. »
(Pete Hegseth à la conférence de presse de Trump, le 3 janvier 2026)

L'attaque américaine sur le Venezuela et le kidnapping de son président Maduro dans la nuit du 2 au 3 janvier marquent une nouvelle étape dans la course à la guerre impérialiste généralisée. Personne n'en doutera vraiment. « *Personne ne remettra plus en question la domination américaine dans l'hémisphère occidental* » a clamé Trump lors de cette même conférence de presse. L'intervention américaine en dehors de tout cadre juridique international ou même national signifie que le moment est à la force militaire pure et simple, sans prétention de légalité, et que cette tendance est désormais définitive. Tout comme la Société des Nations au milieu des années 1930, surtout à partir de l'invasion de l'Éthiopie par l'Italien mussolinienne, était devenue une coquille vide, l'ONU ne compte plus. N'est plus. Il n'y aura pas de retour en arrière. Le droit du plus fort et de la canonnière ne se masque plus, ne se cache plus derrière un quelconque droit international.

Les règles du jeu impérialiste qui prévalaient depuis 1945 ne sont plus. Et beaucoup ne peuvent plus y participer. Seuls les États-Unis, la Chine et, à un degré moindre, la Russie ont dorénavant les cartes pour accéder à la table de jeu, au grand dam des vieilles puissances européennes qui en sont exclues depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine. Compte tenu des précédents établis par la politique étrangère de Trump, aucune règle formelle n'empêche la Chine d'imposer un blocus naval, voire d'envahir Taïwan, et les menaces militaires américaines sur... le Groeland rentrent dans l'ordre du possible, sinon du probable, au grand effroi du Danemark et des Européens. Trump a également menacé le Mexique, la Colombie et Cuba⁵. Même la bourgeoisie canadienne, qui fait depuis longtemps partie intégrante du bloc impérialiste dirigé par les États-Unis, doit commencer à s'inquiéter compte tenu de la volonté des États-Unis de prendre par la force tout ce qu'ils peuvent prendre.

L'assaut sur Caracas n'avait pas pour seul objectif de mettre la main sur le pétrole vénézuélien et d'en priver la Chine et, en passant, Cuba. Il faut aussi faire pression et isoler encore plus les gouvernements sud-américains non encore alignés sur les politiques trumpiennes. En particulier, le Brésil de Lula est dans la ligne de mire. Après le Panama, puis l'Argentine de Milei, puis le Chili, l'Équateur, le Pérou, etc., le continent sud et centre-

américain est mis au pas. La griffe américaine s'étend et menace. L'accès de la Chine et des autres concurrents, européens en particulier, aux marchés d'Amérique du sud va devenir de plus en plus difficile et leur influence et présence impérialistes vont diminuer d'autant.

À l'heure où nous écrivons, le sort du Venezuela n'est pas encore défini quant à l'équipe au pouvoir. Cet épisode souligne l'incapacité de la Russie et de la Chine à projeter leur puissance bien au-delà de leurs côtes, une capacité dont seuls les États-Unis disposent pour l'instant. Ils furent impuissants pour empêcher les bombardements américains et le kidnapping de Maduro, qui avait rencontré un envoyé du gouvernement chinois quelques heures d'être capturé par les forces américaines. Cela ne peut qu'inciter les successeurs, qu'ils soient du régime en place ou bien de l'opposition pro-américaine – tout aussi corrompue et cela depuis toujours⁶ – à répondre aux diktats américains. « *Les États-Unis fourniront une vision de la manière dont le Venezuela devrait être dirigé et attendront du gouvernement intérimaire qu'il la mette en œuvre pendant une période de transition, sous la menace d'une nouvelle intervention militaire* ».

En retour, les autres puissances impérialistes, à commencer par la Chine et sans doute aussi les européens, seront renforcés dans leur conviction que seules des mesures d'ordre militaire peuvent assurer leur survie puisqu'au final *seule la force compte*. La course mondiale aux armements va encore s'accélérer. Pire même, l'offensive américaine pour exclure la Chine du continent américain participe de la politique impérialiste classique de l'impérialisme américain dite de « *containment* », celle-là même qui étranglait toujours plus le Japon dans les années 1930 et qui l'a amené à se lancer dans l'aventure de Pearl Harbor. Nous ne pouvons pas préjuger ici de l'efficacité de cette politique d'étranglement de la Chine aujourd'hui. Néanmoins, il ne fait guère de doute que celle-ci ne pourra que réagir d'une manière ou d'une autre, y compris en accélérant le développement de sa puissance navale, au risque sinon d'accepter les diktats américains.

L'attaque américaine contre le Venezuela rend Taïwan

⁵. <https://www.axios.com/2026/01/03/trump-maduro-venezuela-mexico-sheinbaum>

⁶. La bourgeoisie vénézuélienne a toujours été une bourgeoisie parasitaire, vivant de la rente pétrolière. Il en a résulté que le personnel dont elle se dote pour gouverner le pays a toujours été des plus corrompus.

⁷. *New York Times*, Trump Plunges the U.S. Into a New Era of Risk in Venezuela, January 3th 2026.

plus directement menacée. Si la Chine ne dispose pas de la capacité de projection de puissance des États-Unis, elle a les moyens et la motivation nécessaires pour utiliser une puissance coercitive près de ses propres côtes. Elle peut étrangler Taïwan économiquement et exercer des pressions en saisissant des navires commerciaux. Elle peut également faire pression sur les États-Unis en limitant les exportations de gallium et de terres rares, deux minéraux stratégiques qui constituent des matières premières importantes pour tout projet américain visant à rapatrier la fabrication de puces électroniques de pointe, actuellement concentrée à Taïwan. Même avant la dernière escalade avec le Venezuela, la Chine avait annoncé la construction de neuf porte-avions pour 2035. La course à la guerre est bien lancée et l'assaut sur le Venezuela ne peut que convaincre les derniers hésitants sur sa réalité.

Dans le cas du Venezuela, le prolétariat local comme international doit se garder de tout soutien à un camp ou l'autre, au camp Maduro dit « bolivarien » comme au camp pro-américain dit « démocratique ». Soutenir un camp ou l'autre ne pourrait qu'aggraver encore plus la situation des ouvriers et salariés du pays, ne serait-ce que parce qu'ils ne peuvent servir que de chair à canon en cas de conflit armé. Une participation, ou même ne serait-ce qu'un soutien passif, à un camp ou à l'autre ne pourrait qu'handicaper toute future résistance aux conditions d'exploitation, salaire, emplois, répression, etc., qui ne pourront qu'empirer, quel que soit le gouvernement.

Il en va de même pour les prolétaires des pays voisins d'Amérique centrale ou du sud, Colombie ou Brésil en particulier, tout comme du prolétariat international en général. Il est probable que des forces de gauche vont chercher à organiser des manifestations de soutien contre « l'impérialisme yanqui ». C'est déjà le cas aux États-Unis, où des manifestations contre l'intervention américaine se sont tenues dans les principales villes, New York, Chicago, San Francisco, Washington, etc. ce 3 janvier. Il en est de même en Europe et au Canada. À l'appel de la France insoumise et du PCF, une manifestation forte de quelques centaines de personnes a eu lieu à Paris. Ce n'est certainement pas en y participant que les prolétaires peuvent apporter une quelconque solidarité effective aux ouvriers du Venezuela, voire même à sa population comme un tout.

Le seul terrain sur lequel ils peuvent exprimer leur solidarité de classe se trouve dans le combat contre leur propre capitalisme, y compris contre les gouvernements de gauche anti-américains, du moins anti-Trump, des présidents Lula – Brésil - et Gustavo Preto – Colombie.

Mais surtout, l'attaque américaine interpelle un peu plus le prolétariat des principales puissances impérialistes qui nous précipitent vers le drame, à commencer par les États-Unis bien sûr. La bourgeoisie américaine s'engage dans une fuite en avant qui, malgré les rododromades de Trump et de son équipe, masque mal une sorte de panique devant son déclin et l'affirmation croissante et massive de la puissance chinoise. « *Les États-Unis ne permettront jamais à des puissances étrangères de voler notre peuple⁸ et de nous chasser hors de notre hémisphère* » affirme Trump. Mais pour aujourd'hui défendre ses intérêts impérialistes au niveau requis par la situation, la bourgeoisie américaine va devoir aussi redoubler ses attaques contre son propre prolétariat. Il en va inévitablement de même pour les autres rivaux impérialistes. Ils doivent attaquer leur propre classe ouvrière s'ils veulent pouvoir avoir ne serait-ce qu'un strapotin à la table de jeu.

C'est une course de vitesse qui s'est engagée entre le capitalisme et le prolétariat de plus en plus misérable. Le premier, aux abois, nous précipitent dans la guerre. Le second doit faire face à l'aggravation de ses conditions de vie et de travail du fait même de cette préparation générale pour la guerre. *Révolution prolétarienne internationale ou guerre impérialiste généralisée*, telle est

l'alternative devant laquelle l'humanité se trouve. La responsabilité historique du prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, tout comme celle de ses minorités communistes s'en trouvent d'autant plus engagées.

Le GIGC, 4 janvier 2026



⁸. C'est-à-dire que la bourgeoisie américaine considère que le pétrole vénézuélien lui appartient.

Communiqué sur la guerre en Iran et au Liban (6 mars 2026)

La brutale attaque américaine et israélienne sur l'Iran et le Liban n'est autre qu'un nouveau moment, ou étape, de la dynamique qui mènent le monde capitaliste à la guerre impérialiste généralisée. Pour l'heure, il n'est aucun fait particulier qui indiquerait ne serait-ce qu'une pause dans cette dynamique mortifère. Après le massacre des palestiniens, c'est la terreur qui s'abat sur les populations civiles iraniennes et libanaises. Le prolétariat en Iran tout comme la population est incapable de se lever contre le pouvoir de la bourgeoisie iranienne et de gagner la rue sous les bombardements massifs des américains. Il en va de même au Liban. Chacun cherche à fuir ou à se protéger des bombes. Pour l'heure, la Chine et la Russie impérialistes, la première étant la cible première auquel pense l'Amérique lorsqu'elle attaque l'Iran comme hier le Venezuela, ne peuvent pas réagir directement et doivent subir les reculs impérialistes qui leur sont imposés. Nul doute que la Chine sera forcée de réagir d'une manière ou d'une autre – sans mentionner les puissances impérialiste européennes devenues secondaires. Voilà pourquoi nous disons que la guerre actuelle est un produit et un facteur additionnel de la course vers la guerre généralisée.

Les principaux groupes communistes du camp prolétarien ont déjà pris position en affichant un internationalisme prolétarien plus ou moins affirmé, mais indubitable. De même, hormis le CCI pour qui « le chaos va s'accroître⁹ », la TCI et le PCI publiant Le Prolétaire en français inscrivent nettement leurs prises de position et leurs analyses des événements comme « une nouvelle étape vers la guerre capitaliste mondiale¹⁰ ». Nous aurions pu reprendre l'un ou l'autre. Nous avons fait le choix de reprendre le tract du groupe dit bordiguiste Programa comunista, qui publie en français Cahiers internationalistes. Il est celui qui met en avant le plus clairement – nous semble-t-il – l'orientation que les communistes doivent avancer aujourd'hui : celle du « défaitisme révolutionnaire » en tant « que pratique de lutte qui doit partir du constat que, précisément, le seul à être attaqué est le prolétariat » et qui passe par le refus « d'accepter des sacrifices économiques et sociaux au nom de l'économie nationale. » Et de la préparation à la guerre généralisée, ajouterions-nous.

Il est hautement probable néanmoins que nous n'ayons pas la même compréhension de la dynamique même de la réponse prolétarienne, celle de la grève de masse, et non de la grève générale qui renvoie à la position anarchiste. Malgré cela, et qui demande à être vérifié, le tract se centre sur l'orientation principale à mettre en avant aujourd'hui, celle qui est de fait la clé de la situation historique.

Le GIGC, 6 mars 2026

Contre les guerres impérialistes, toujours et partout le défaitisme révolutionnaire (Cahiers internationalistes- Programa comunista)

Sous la pression de la crise mondiale du mode de production capitaliste, la situation au Moyen-Orient devient chaque jour plus critique. La guerre entre Israël-États-Unis et l'Iran, quelle que soit son évolution dans un avenir immédiat, en est à la fois un symptôme et un facteur d'accélération et d'aggravation.

L'État d'Israël remplit pleinement la fonction et le rôle qui lui ont été assignés, immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, par les puissances impérialistes victorieuses (les États-Unis et l'URSS en tête) : celui de gendarme armé, payé et soutenu par les intérêts du capitalisme mondial, au cœur d'une région riche en pétrole, en gaz et en autres matières premières précieuses, et carrefour des échanges internationaux. De leur côté, les bourgeoisies locales (arabes et autres), laïques ou bigotes, corrompues et réactionnaires, craintives face aux impérialismes les plus puissants, n'ont fait et ne font que s'accrocher aux gisements d'or noir et suivre l'odeur de l'argent : dollars, roubles, euros ou yens, peu importe.

Dans le contexte de la crise mondiale, tous ces facteurs ne font que jeter les bases d'un conflit inter-impérialiste élargi, destiné à déboucher finalement sur une troisième guerre mondiale. Les prolétaires sont déjà (et seront de plus en plus) les victimes de ces scénarios sanglants, présents et futurs. La surproduction de marchandises et de capitaux, typique de cette phase impérialiste, est en fait aussi une surproduction d'êtres humains : des victimes à sacrifier sur l'autel de la préservation à tout prix du capitalisme. Les prolétaires et les masses en voie de prolétarianisation de Gaza, de Cisjordanie, du Liban, de Syrie, d'Iran, abandonnés par tous, trahis par tous, martyrisés par tous, et qui plus est enfermés dans le piège infâme des nationalismes anti-historiques, le savent bien par leur terrible expérience directe.

Et les prolétaires des impérialismes les plus puissants, euro-asiatiques et américains ? Quelle aide peuvent-ils apporter aujourd'hui à leurs frères, après près d'un siècle de contre-révolution, démocratique ou fasciste, qui les a paralysés dans l'illusion que, après tout, c'est « le meilleur et le plus réformable des mondes possibles » ? Dans les guerres impérialistes, nous a enseigné Lénine, il n'y a pas d'« agresseurs » et d'« agressés » : tous sont des agresseurs et il n'y a qu'un seul agressé – le prolétariat mondial.

⁹. <https://fr.internationalism.org/content/11740/guerre-iran-capitalisme-cest-guerre-il-faut-renverser-capitalisme>

¹⁰. <https://www.leftcom.org/en/articles/2026-03-05/middle-east-in-flames-next-step-toward-global-capitalist-war> (prise de position de la TCI seulement en anglais à l'heure où nous écrivons. Et le PCI : <https://www.pcint.org/>).

La pente est longue et raide à remonter, mais il n'y a pas d'autre voie. Les faits matériels eux-mêmes se chargeront d'ébranler le mur jusqu'ici compact qui séparait les prolétaires des principales puissances impérialistes des autres contingents d'un prolétariat en pleine croissance numérique partout dans le monde. Mais cela ne suffit pas : il faut que reprenne conscience la nécessité du passage à un mode de production supérieur, et donc du chemin, difficile et long, pour y parvenir. Telle est la tâche première des avant-gardes de la lutte, des révolutionnaires qui ne se sont pas laissés égarer par les mille illusions semées au cours de décennies de pratiques réformistes et démocratiques, anti-prolétariennes et contre-révolutionnaires.

Au cœur de cette tâche colossale se trouve la revendication du défaitisme révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'un slogan, mais d'une pratique de lutte qui doit partir du constat que, précisément, le seul à être attaqué est le prolétariat : il n'y a pas de « fronts » à choisir, il n'y a pas d'« ennemis principaux » ou d'« amis privilégiés ». Il faut lutter contre toutes les bourgeoisies et leurs États, et en premier lieu contre sa propre bourgeoisie et son propre État.

Organisons-nous partout pour mener une lutte de classe radicale contre l'État capitaliste, ses institutions et tous ses partis ! Développons une véritable lutte pour défendre nos conditions de vie et de travail, afin de porter un coup dur aux intérêts économiques et politiques de la bourgeoisie.

Refuser d'accepter les sacrifices économiques et sociaux au nom de l'économie nationale. Rompre ouvertement la paix sociale, avec un retour résolu aux méthodes et aux objectifs de la lutte des classes, seule véritable solidarité internationaliste, tant dans les métropoles que dans les banlieues impérialistes. Refuser toute complicité partisane (nationaliste, religieuse, patriotique, mercenaire, humanitaire, socialisante, pacifiste...) en faveur de l'un ou l'autre des États ou fronts impliqués dans les guerres. Organiser des actions de grève économique et sociale conduisant à de véritables grèves générales afin de paralyser la vie nationale et d'ouvrir la voie à des grèves politiques, susceptibles de ralentir et d'empêcher toute mobilisation et propagande guerrière.

Ce n'est que si les avant-gardes de lutte de notre classe s'organisent autour de ces thèmes (et pas seulement autour des questions syndicales, environnementales, sociales, etc., certes nécessaires mais limitées) et rejoignent et renforcent le parti de la révolution communiste, que nous pourrions nous préparer à des actions ouvertement antimilitaristes et défaitistes antipatriotiques. Autrement dit :

Laisser son État et ses alliés être vaincus, désobéir de manière organisée aux hiérarchies militaires, fraterniser avec nos frères de classe (eux aussi piégés dans leur « patrie »), garder précieusement les armes et les systèmes d'armement pour se défendre d'abord, puis se libérer des tentacules des institutions bourgeoises : transformer la guerre entre les États en guerre à l'intérieur des États, en guerre civile, en guerre révolutionnaire.

Ce sont les faits mêmes de la réalité capitaliste actuelle qui soulignent tragiquement l'urgence de ce travail et la nécessité de cette perspective.

28/2/2026

Parti communiste international – Programa comunista, Cahiers internationalistes
(<https://internationalcommunistparty.org/index.php/fr>)

Le train impérial américain perd ses roues

Il ne fait aucun doute que l'élection de Trump en 2024 a été une action décisive de la bourgeoisie américaine pour transformer les États-Unis en une puissance plus agressive, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Du point de vue du capitalisme américain, cela correspondait à l'incapacité de la politique de Biden à ralentir ou à stopper les difficultés croissantes et le déclin du capitalisme et de l'impérialisme américains face à la Chine et à tous les autres rivaux économiques et impérialistes. Du point de vue du capitalisme mondial et du prolétariat international, le choix de Trump, avec ses politiques « disruptives » et son idéologie MAGA, est le produit de l'augmentation dramatique des contradictions économiques capitalistes — exprimées par une surproduction générale de capitaux et de marchandises — et un facteur d'accélération de leur dé-

noisement final : une guerre mondiale qui détruirait cette surproduction générale des forces productives. Les entreprises technologiques étaient aux ordres de Trump lors de l'investissement et, sur le front culturel, les sociétés de médias étaient impatientes de proclamer un « changement d'ambiance » annonçant une nouvelle ère de normes MAGA dominant la vie quotidienne¹¹. Cependant, le pari et l'enjeu pour la bourgeoisie américaine étaient de savoir si Trump et MAGA seraient assez efficaces pour inverser le cours négatif des événements pour le capitalisme américain. Le premier signe de faiblesse est apparu avec l'incapacité de la coalition électorale de Trump à remporter les élections spéciales immédiatement après l'élection présidentielle et l'an-

¹¹. <https://www.aei.org/op-eds/the-vibe-shift-hits-hollywood/>.

nulation par la Cour suprême de son plan tarifaire initial. De plus, l'isolationnisme supposé de MAGA a été rapidement remplacé par un programme expansionniste avec des conflits avec les Houthis du Yémen, le Maduro du Venezuela et l'OTAN elle-même concernant le Canada et le Groenland¹².

Les premiers signes que les contradictions du trumpisme menaçaient la longévité du mouvement sont apparus à Minneapolis. Le « commandant en chef » de la patrouille frontalière et chef des opérations dans les Twin Cities, Greg Bovino, a immédiatement endossé la responsabilité des meurtres de Renee Good et Alex Pretti et a été remplacé par Tom Homan, tsar des frontières et membre plus modéré de l'administration Trump¹³. Le 5 mars, la secrétaire à la « sécurité intérieure », Kristi Noem, a également été remerciée après sa piètre performance lors d'une audition au Sénat qui portait à la fois sur les événements de Minneapolis et sur son utilisation personnelle des fonds du DHS¹⁴. Bien qu'il n'ait pas semblé à l'origine que cette opération soit très différente d'autres opérations ayant eu lieu dans des villes comme Chicago et Los Angeles, ces meurtres ont rendu Trump de plus en plus impopulaire et ont dynamisé un mouvement de protestation contre lui et l'ICE. L'ICE a tué d'autres personnes, comme Luis Gustavo Núñez Cáceres dans un centre de l'ICE au Texas, mais l'écho et les conditions de ces meurtres ont suscité une réaction plus vive.

Il est d'abord important de noter que les politiques anti-immigrés du gouvernement américain ne se produisent pas de manière isolée, mais constituent une tentative d'établir la politique intérieure sur la recherche de boucs émissaires dans une période d'austérité et de guerre. Trump et ses semblables promettent un paradis idéalisé et nostalgique. Chaque fois que des personnalités du gouvernement sont interrogées sur le coût de la vie, leur réponse accuse les immigrants d'être la source de tous les problèmes. Ces coûts ne peuvent être séparés de la marche généralisée vers la guerre, ce que le gouvernement américain admet désormais presque ouvertement¹⁵. Lorsque Trump a déclaré récemment que « nous sommes en guerre » contre les immigrants, cela doit être compris non seulement comme un cri de ralliement raciste, mais comme une description de la manière dont les politiques anti-immigration et la préparation à la guerre vont actuellement de pair¹⁶.

¹². Quelles que soient les intentions de Trump concernant le Groenland et le Canada, ses propos ont contribué à accélérer la militarisation des États-Unis ainsi que celle des autres membres de l'OTAN.

¹³. <https://www.vox.com/politics/477197/tom-homan-cbp-dhs-ice-bovino-noem-trump-minneapolis>.

¹⁴. <https://www.npr.org/2026/03/05/nx-s1-5667546/kristi-noem-homeland-security-fired>.

¹⁵. <https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/trump-says-not-possible-us-pay-medicaid-medicare-daycare-re-fighting-w-rc-na266381>.

¹⁶. <https://economictimes.indiatimes.com/news/international/glo->

Tout cela semble s'être retourné contre les États-Unis pour le moment compte tenu des manifestations, mais ces politiques de division des ouvriers par l'utilisation du racisme et de l'anti-immigré ne disparaîtront comme l'indique la montée continue des partis d'extrême droite en Europe.

Cependant, le plus grand échec du trumpisme ne s'est pas produit à l'intérieur, mais à l'étranger. Apparemment enhardis par la capture de Maduro, les États-Unis et Israël ont lancé une frappe de décapitation contre les dirigeants iraniens. S'attendant apparemment à une victoire immédiate, les États-Unis se sont retrouvés dans une guerre qui a rapidement englobé une grande partie du Moyen-Orient et a menacé de dégénérer vers l'arrêt d'une grande partie de l'économie mondiale jusqu'à un cessez-le-feu récent et ténu. L'Iran a démontré non seulement sa capacité à riposter contre des cibles américaines, israéliennes et du Golfe, mais plus important encore, sa capacité à fermer le détroit d'Ormuz. En brisant le mythe de la domination américaine sur les mers et en affaiblissant le pétrodollar, l'Iran, bien que meurtri et battu, est clairement sorti vainqueur de ce conflit.

La guerre iranienne étant déjà impopulaire dès son déclenchement. Les manifestations actuelles aux États-Unis peuvent sembler à première vue être le noyau d'une réponse prolétarienne à la marche vers la guerre mondiale. Les attaques contre la fraction immigrée de la classe ouvrière aux États-Unis, à travers les raids de l'ICE dans les villes et les quartiers, ont fourni le terrain prolétarien pour une réponse. Toutes ces protestations n'ont pas seulement été caractérisées par les grandes marches dociles menées par le mouvement No Kings, mais par une confrontation directe entre les manifestants et les agents de l'ICE et du DHS sur le terrain. Afin de défendre leurs voisins de la classe ouvrière immigrée, les résidents des villes américaines, particulièrement à Minneapolis, ont eu des confrontations quotidiennes avec les agents de l'ICE, sifflant souvent et tentant de s'interposer physiquement entre l'ICE et leurs victimes. Cette dynamique de travailleurs américains tentant délibérément de s'opposer aux objectifs du gouvernement pour le bien d'autrui est un signe de combativité de la classe ouvrière bien plus significatif que tout ce dont on peut se souvenir récemment. Jusqu'à présent, les limites de ces manifestations, du point de vue prolétarien, étaient que les confrontations avec le gouvernement fédéral sont restées entièrement liées aux expulsions.

Jusqu'à maintenant, les conséquences économiques de la guerre en Iran sur les travailleurs n'ont pas conduit à une réponse prolétarienne. Néanmoins, la classe diri-

[bal-trends/trump-declares-us-is-at-war-in-terrifying-seven-word-statement-about-alien-enemies/articleshow/119124668.cms?from=mdr](https://www.bal-trends.com/trump-declares-us-is-at-war-in-terrifying-seven-word-statement-about-alien-enemies/articleshow/119124668.cms?from=mdr).

geante américaine est bien consciente de ce risque. Non seulement les manifestation bourgeoises No Kings organisées par le Parti démocrate et la gauche en général visent à entraîner les travailleurs, se considérant comme des citoyens, sur le terrain bourgeois démocratique, anti-Trump, No King. Cette campagne se renforce encore plus en se concentrant maintenant sur la destitution de Trump. Mais, plus dangereux encore, cette campagne démocratique anti-Trump vise à détourner les travailleurs de la défense leurs intérêts de classe économique en tant que travailleurs par des grèves généralisées et des manifestations. Un tel mouvement de classe peut offrir une voie authentique et efficace pour combattre la dérive guerrière menée par la classe dirigeante américaine dans son ensemble, Trump, les Républicains ainsi que les Démocrates, vers la guerre¹⁷. S'il serait tentant de qualifier les manifestations d'échec, c'est plutôt un succès de la fraction libérale de la bourgeoisie pour contrôler la colère du prolétariat et de l'utilisation par la bourgeoisie du chauvinisme et du racisme dans la marche vers la guerre.

Pour comprendre comment la bourgeoisie aux États-Unis tente d'exploiter ce contrecoup contre Trump, il faut regarder la soi-disant « grève générale » du 23 janvier à Minneapolis. Ce n'était pas une grève du prolétariat, mais un rassemblement gauchiste géré par la bourgeoisie pour que les gens évacuent leurs frustrations. Il est notable que les manifestants aient pu prendre le métro, il n'était pas en grève, pour aller aux manifestations et qu'il n'y a pas eu d'arrêt généralisé du travail. De plus, les syndicats, tout en semblant soutenir cet événement, n'ont pas réellement appelé leurs travailleurs à la grève¹⁸. Tout en évoquant le conflit de classe, une grande partie de ce mouvement a en fait cherché à resserrer les liens entre le prolétariat et la bourgeoisie de manière analogue aux mouvements antifascistes précédents.

Avec les échecs croissants de l'administration Trump et son inefficacité évidente sur les fronts économique, social, politique et international, la bourgeoisie américaine cherche déjà comment imposer à Trump de rectifier ses politiques ou éventuellement, comme certains le pensent peut-être déjà, de se débarrasser de lui d'une manière ou d'une autre. Si ces mouvements prolétariens naissants que nous voyons ne se développent pas pour défier directement la machine de guerre américaine par une véritable lutte prolétarienne générale, ils laisseront la place à la bourgeoisie pour continuer à dévoyer le « mécontentement » vers des manifestations anti-Trump et No Kings comme échappatoire à la colère prolétarienne. Cela s'est déjà produit très récem-

ment aux États-Unis. Le mouvement Black Lives Matter a contribué à encourager la participation électorale, aspirant davantage la classe ouvrière américaine dans un jeu truqué qu'elle ne peut pas gagner¹⁹. Cette victoire de la bourgeoisie ne s'est pas produite dans le vide, mais en raison des illusions ouvrières sur la politique électorale et de la faiblesse de la Gauche communiste. Il ne suffit pas que les manifestants rendent le travail des flics de l'ICE plus difficile ou même qu'ils dénoncent la guerre, ils doivent explicitement rompre avec la bourgeoisie et lutter sur des bases de classe. Alors que les prix de l'essence et de la nourriture augmentent et que les conditions de vie des travailleurs se dégradent radicalement, à cause de l'intervention militaire américaine même en Iran, la seule voie pour les travailleurs est de lutter contre tout nouveau sacrifice, toute coupe dans leurs conditions de vie et de travail, face à l'inflation, pour des augmentations de salaires, non aux coupes sociales, à l'assurance maladie et aux prestations sociales, etc. Cela signifie que les travailleurs doivent lutter en tant que travailleurs, et non en tant que citoyens, par des grèves, des manifestations de rue, l'extension et la généralisation de toute lutte locale. C'est la première étape d'une réaction prolétarienne au cours actuel vers la guerre. Et c'est aussi la première étape de la lutte révolutionnaire que le prolétariat a besoin de développer afin de détruire le capitalisme et ses guerres et catastrophes dramatiques. Se trouvant en Amérique, c'est-à-dire au cœur et de la puissance centrale du capitalisme mondial aujourd'hui, toute riposte du prolétariat aux États-Unis est et sera une des clés pour que le prolétariat mondial puisse s'opposer à la dynamique actuelle vers la guerre mondiale impérialiste.

Fred, 10 avril 2026

¹⁷. <https://www.cnn.com/2026/03/28/us/live-news/no-kings-protests-03-28-26>.

¹⁸. <https://www.wsws.org/en/articles/2026/01/30/pzgh-j30.html>.

¹⁹ <https://www.nbcnews.com/politics/elections/voter-registration-surged-during-blm-protests-study-finds-n1236331>; <https://bsky.app/profile/vickyacab.bsky.social/post/3md7ogi6cmc2k>. Il est très révélateur que l'auteur anarchiste de « In Defense of Looting » semble louer la capacité de BLM à mobiliser les électeurs pour Joe Biden.

« Club de lecture progressiste » au Canada et notre intervention

L'un de nos camarades est intervenu dans le « Club de lecture progressiste du Suroît » (Salaberry-de-Valleyfield une ville industrielle à une 90 km au sud de Montréal). Le sujet de la réunion était le Manifeste du parti communiste. Une vingtaine de personnes était présente. Voici son compte rendu.

En réponse à ceux et celles qui trouvaient que Marx avait mis de l'avant la lutte des classes le camarade a cité une lettre à J. Weydemeyer (mars 1852) : « *Maintenant, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2. que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes.* »

Il est d'une importance primordiale d'insister sur la dictature du prolétariat chez Marx a relevé une participante. J'ai défendu que la bourgeoisie n'acceptera jamais de perdre son pouvoir, ses moyens de production, qu'elle résistera à tous les niveaux politiques, économiques, idéologiques et militaires. De là l'importance de la dictature prolétarienne sur cette classe parasitaire. Un anarchiste s'opposait à celle-ci surtout si elle est dirigée par un parti communiste qu'il assimilait aux partis staliniens et maoïstes. Pour la Gauche communiste, la Russie de Staline, la Chine, Cuba, le Vietnam, sont ou n'ont été que des formes particulièrement brutales de capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire. Il faut discuter franchement avec des anarchistes et montrer que leurs positions politiques mènent à la défaite du prolétariat et ne sont pas révolutionnaires même si certains d'entre eux pensent que casser les vitres d'une banque l'est.

Une autre intervention fut de donner un exemple sur le matérialiste historique, en s'appuyant sur la question électorale. Du temps de Marx et jusqu'à la Première guerre mondiale, les partis ouvriers devaient participer aux élections parlementaires. Mais depuis la 1^{er} Guerre mondiale, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer au jeu électoral et à voter comme le fait Québec Solidaire²⁰ (QS) ne fait que

renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour la classe ouvrière. En ce sens QS nuit plus au développement de la conscience communiste qu'un Mathieu-Bock Côté²¹.

J'ai aussi abordé le rôle des syndicats comme saboteurs des luttes. Face à notre dénonciation des syndicats comme saboteurs des luttes, une syndicaliste a sorti l'argument en défense des syndicats selon lequel ceux-ci avaient gagné l'instruction gratuite et des garderies subventionnées oubliant que c'est sur la pression de la base des militants que cela s'est fait et alors que la crise du capitalisme n'était pas aussi profonde ainsi que la marche à la guerre généralisée. Contrairement à plusieurs des personnes présentes, cette même syndicaliste a affirmé que personne n'attendait le grand soir (sic).

La défense des syndicats est réactionnaire. Les chefs syndicaux ont été récompensés pour leur travail de réformisme du capitalisme en crise et pour le maintien de l'isolement des luttes : Louis Laberge (FTQ) a eu droit à des funérailles nationales, Yvon Charbonneau (CEQ) a été nommé ambassadeur de l'Unesco et Marcel Pépin (CSN) professeur d'université. Les syndicats québécois ont participé à la modernisation de l'économie capitaliste tout en appuyant la loi contre le déficit zéro. En mars 96, lors d'un premier sommet économique sans précédent : le gouvernement, les syndicats, les patrons et les groupes sociaux ont participé à un consensus autour de l'équilibre budgétaire et à une loi pour y arriver. Ce qui a permis plus tard de faire des coupures drastiques en éducation et dans les soins de santé. Les syndicats furent « récompensés » de leur appui au camp impérialisme US après la deuxième guerre mondiale par la formule Rand²². Au Canada ils mettent de l'avant des grèves isolée par secteur, par syndicat, par des grevettes de quelques heures à deux ou trois jours. Par exemple la grève des postiers isolé des agents de bord d'Air Canada, des travailleurs du rail.²³

Bien que cette réunion puisse apparaître comme relativement « limitée », tant du point de vue local que surtout politique, il nous semble qu'elle exprime une

²¹. Chroniqueur d'extrême droite canadien.

²². « *la formule Rand est une mesure législative ou une clause de convention collective permettant à un syndicat qui représente les salariés compris dans une unité de négociation d'exiger que l'employeur prélève à la source les cotisations syndicales payables de manière obligatoire par l'ensemble des salariés membres de cette unité d'accréditation, même ceux qui ne font pas partie du syndicat.* » (wikipedia)

²³. Mobilisations prolétariennes au Canada et intervention des révolutionnaires igcl.org/Mobilisations-proletariennes-au

²⁰. Québec Solidaire parti social-démocrate dans la province canadienne du Québec qui prône la souveraineté de la province.

tendance naissante au sein du prolétariat, certes par le biais de minorités plus ou moins étendues, et plus ou moins claires, à vouloir renouer avec les principes et les méthodes de la lutte des classes. Nul doute que la situation internationale marquée par la guerre et ses conséquences dans tous les pays sur le prolétariat participe de ce réveil au sein de la classe ouvrière. Le *Club progressiste de lecture* ne prétend pas se situer sur le terrain du communisme et encore moins de la Gauche communiste. Pour autant, il tend à exprimer un besoin parmi

les prolétaires : se regrouper et comprendre collectivement les enjeux historiques de la situation afin de pouvoir y répondre. Pour notre part, c'est que nous appelons un « cercle de discussion ». Nous considérons, que, dans la mesure de nos forces et capacités, nous entendons y intervenir pour défendre les positions de classe et le programme communiste et pousser à la réappropriation des leçons historiques du prolétariat.

Normand, mars 2026

K. Marx, extrait de « Salaire, prix et profit », 1865

« La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. Mais, telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doit renoncer à sa résistance contre les atteintes du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter une amélioration temporaire à sa situation ? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques pour lesquels il n'y aurait plus de salut. Je pense avoir montré que ses luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble, que, dans 99 cas sur 100, ses efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail, et que la nécessité d'en disputer le prix avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme une marchandise. Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.

En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par les escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiétements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur: 'Un salaire équitable pour une journée de travail équitable', ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire: 'Abolition du salariat'. »

Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme



Groupe International de la Gauche Communiste
Révolution ou guerre

E-mail : intleftcom@gmail.com
site web : www.igcl.org
3 dollars/3 euros
(impression spéciale)

Brochures

(commande à intleftcom@gmail.com)

La tactique du Comintern (O. Vercesi)

Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).

Débat au sein du camp prolétarien

Réunion publique du GRI (TCI) du 7 mars 2026 à Paris

Le Groupe révolutionnaire internationaliste, groupe de la TCI en France, organisait une réunion publique sur le thème de « *la situation internationale, marquée par la montée des tensions guerrières, la remilitarisation des économies, le renforcement de l'impérialisme étasunien (Groenland, Iran, Venezuela, Cuba...) et la crise historique de rentabilité du capital.* » Une moitié des participants était constituée par les militants des principaux groupes communistes du camp prolétarien : la TCI bien sûr, le PCI-*Le Prolétaire* et les *Cahiers internationalistes* (PCI *Programma comunista*), une délégation de quatre membres du CCI, nous-mêmes, le GIGC – et deux camarades syndicalistes révolutionnaires. Les autres camarades n'étaient pas membres d'organisation.

L'attitude et l'ambiance furent respectueuses et fraternelles – y compris de la part du CCI. La majorité des interventions furent le fait des groupes présents. Néanmoins, plusieurs autres camarades intervinrent soit par des prises de position argumentées, soit par des questionnements. La présentation commença par un point d'actualité sur l'Iran qui, de fait, s'intégrait complètement au thème qui s'imposait à la réunion : la dynamique vers la guerre et le rapport du prolétariat à celle-ci. L'ensemble des groupes – nous compris – se prononça en accord général avec l'analyse présentée à partir de la guerre en Iran : « *Tous les États se préparent à la guerre* ». Les principaux thèmes abordés, débattus et confrontés : marche vers la guerre impérialiste généralisée ou vers le chaos dans la première partie ? Dépasser les luttes économiques ou les affirmer ? les comités NWBCW ? et le défaitisme révolutionnaire que le CCI rejette.

Vers une 3^e Guerre mondiale ou vers le chaos ?

La question de la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée opposa le CCI à tous les groupes et participants. Bien qu'il ait affirmé son accord général avec la présentation, il évita soigneusement d'évoquer sa position qui nie toute dynamique vers la guerre impérialiste mondiale en lien avec sa théorie de la décomposition. Il a donc fallu lui rappeler et l'interpeller. Il fut alors contraint de se prononcer plus clairement : « *Le mode de vie du capitalisme, c'est la guerre. Mais nous faisons une différence entre guerre généralisée et guerre mondiale. Depuis 1989, la tendance à la constitution de blocs impérialistes n'est plus dominante. Il n'y a pas de blocs impérialistes constitués aujourd'hui. Ce qui domine la société d'aujourd'hui est la fragmentation et le chaos. Le processus de fragmentation est extrêmement dangereux pour le prolétariat.* »

Tous les autres intervenants, groupes et individus, rappelèrent au CCI que les blocs impérialistes ne furent finalement constitués qu'à la veille, voire au déclenchement, de la 1^{er} et de la 2^e Guerre mondiale. Tous soulignèrent la dynamique de polarisation impérialiste en cours autour de l'antagonisme USA-Chine. Tous aussi relevèrent les contorsions que le CCI est obligé de faire pour ne pas remettre en cause son dogme de la décomposition. Or, selon un camarade participant, « *les attaques sur le prolétariat répondaient jusqu'alors à des impératifs économiques, pour la défense de la 'compétitivité' du capital national. Aujourd'hui, elles sont déterminées par les nécessités de la marche à la guerre.* » Pour un autre, « *j'ai un désaccord fondamental avec le CCI. Il nous réaffirme qu'il n'y a pas de blocs impérialistes. Tout le monde le voit. Mais il se refuse à reconnaître qu'il y a une dynamique de polarisation impérialiste en cours pour fonder son refus de toute dynamique et danger de marche à la guerre généralisée, alors même qu'il est contraint, devant l'évidence, de mentionner les faits qui expriment précisément cette tendance.* »

Sur le rapport lutte économique et lutte politique

La deuxième partie sur le « que faire » fut introduite par le camarade du GRI, qui se centra, pour l'essentiel, sur l'appel de la TCI aux comités NWBCW. Pour notre part, nous avons essayé de centrer, et d'élargir, la discussion sur la grève de masse prolétarienne comme seule réponse et alternative à la marche à la guerre généralisée. Ce faisant, nous voulions insister sur le rapport parti-classe et le rôle de direction politique du parti et des groupes communistes dans la lutte prolétarienne. Les groupes présents ne sont pas vraiment prononcés sur la question. Il y a une difficulté, voire une réticence, à aborder la question de la grève de masse. Même le CCI qui pourtant se revendique officiellement de la *Grève de masse* de Rosa Luxemburg n'intervint pas sur cette question.

Nous avons aussi relevé la formule pour le moins confuse utilisée par la déclaration de la TCI du 17 janvier affirmant que « *la lutte contre le capital doit aller au-delà de la lutte pour les conditions quotidiennes.* » Il s'en est suivi des interrogations d'ordre « radical » de « jeunes » participants pour qui la tâche des révolutionnaires est de faire comprendre aux prolétaires que la lutte pour les salaires ne peut qu'être « réformiste » et qu'il faut au contraire insister sur l'« exigence d'abolir le système salarial. » D'autres camarades rejetèrent cette vision d'ordre « moderniste » en rappelant les conditions et les terrains de mobilisation de la classe ouvrière. Un

des deux camarades « syndicalistes révolutionnaires », ouvrier chez Renault, relata comment les questions matérielles immédiates étaient le terrain sur lequel les prolétaires pouvaient se mobiliser, contrairement à ceux qui pensent que le prolétariat se mobilise sur l'idée de *l'abolition du salariat* ou encore contre *la guerre* en soi.

En effet, rejeter les revendications immédiates, telles celles sur les salaires ou autres, et *exiger l'abolition du salariat*, ne peut être aujourd'hui, et demain, que de la phrase révolutionnaire, du radicalisme infantile, de la posture propre à la petite-bourgeoisie révoltée, mais impuissante, sauf à croire que le prolétariat est sur le point d'avoir définitivement détruit le capitalisme à l'échelle mondiale, qu'il est sur le point d'être la seule classe existante restante, qu'il va disparaître et que le semi-État de la dictature du prolétariat est sur le point, lui-aussi, de s'éteindre²⁴. Or ce n'est pas en se niant comme classe, mais en **s'affirmant comme classe exploitée et révolutionnaire à la fois**, que le prolétariat imposera sa dictature de classe sur l'ensemble de la société et pourra œuvrer à la disparition et l'extinction des autres classes et ainsi à la sienne propre – et donc au communisme et, entre autres, aussi à l'abolition du travail salarié²⁵.

Comités NWBCW : bluff ? Regroupement internationaliste ? Ou comités de lutte ?

Dans la mesure où le GRI avait mis en avant comme orientation unique concrète la constitution des comités NWBCW, *Le prolétaire*, *Cahiers internationalistes* et le CCI critiquèrent leur constitution comme d'une part un bluff et des coquilles vides ; et d'autre part, comme du frontisme puisque la TCI les décrit comme une tentative de regrouper les internationalistes. Pour notre part, nous avons réaffirmé qu'il s'agissait pour nous de comités de lutte et avons tiré un bilan positif de leur action, certes limitée, au Canada, à Toronto et Montréal. Ce faisant, notre divergence avec la TCI fut clairement exposée aux yeux de tous les participants – un moment de clarification donc. Les délégués des deux PCI défendirent que « *s'il y avait une situation favorable, un développement des luttes ouvrières, et que les comités de lutte étaient quelque chose de solide, alors le PCI n'excluait pas d'y participer. (...) La position du GIGC est plus cohérente, même si la période ne correspond pas. Les comités NWBCW ne sont pas l'émanation de la classe.* » Au vu de cet échange, le point de désaccord entre nous et certains de nos camarades bordiguistes semble porter sur la

²⁴. Nous renvoyons nos commentaires critiques en conclusion de la réponse que nous apportons à la contribution *Les conseils ouvriers et le parti de classe* dans ce numéro.

²⁵. Quelles orientations et quels mots d'ordre avancer dans une assemblée ou lutte ouvrière pour convaincre de la nécessité du combat et entraîner dans celui-ci ? L'abolition du salariat ? Ou la défense des conditions matérielles immédiates face au capital et à son État ?

question de savoir si les révolutionnaires peuvent eux-mêmes prendre l'initiative de créer des comités de lutte, ou si ceux-ci ne peuvent être mis en place que par des travailleurs combatifs sur leurs propres lieux de travail et dans leurs quartiers. Pour notre part, nous affirmons que les révolutionnaires, qui constituent la fraction la plus combative de la classe, peuvent bel et bien prendre une telle initiative. Ce qui définit les comités de lutte, ce n'est pas qui les a créés, mais bien leur rôle. Seul le CCI réaffirma la nécessité pour la Gauche communiste de parler d'une seule voix et de reprendre la voie de Zimmerwald. Tous les autres la rejetèrent de nouveau. Un des deux camarades syndicalistes révolutionnaires souligna le danger du pacifisme qui n'avait pas encore été explicitement mentionné.

Le défaitisme révolutionnaire

À l'initiative du PCI *Le prolétaire*, la confrontation politique se déplaça sur le terrain du *défaitisme révolutionnaire* que le CCI rejette : « *le défaitisme révolutionnaire ne s'applique et ne se dirige que contre sa propre bourgeoisie. Il peut donc entraver l'unité internationale du prolétariat. Proletaires de tous pays, unissez-vous est plus juste.* » Une jeune participante intervint : « *je ne suis pas OK. Ce n'est pas ce que dit le Manifeste communiste : le prolétariat doit d'abord s'attaquer à sa propre bourgeoisie nationale. C'est donc la même chose que 'de tous pays, unissez-vous'.* » Un autre participant releva que le mot d'ordre de *défaitisme* contre sa propre bourgeoisie fermait la porte à toute concession au *défensisme*, dans le cas où « le pays est envahi et subi une agression. » C'est pourtant cette vision, celle de Kautsky et autres, celle qui ouvre la porte à « la défense du pays envahi », qu'un deuxième membre du CCI finit par introduire lamentablement : « *que se passe-t-il si un prolétariat réussit à imposer le défaitisme révolutionnaire dans son pays et si celui de l'autre pays ne réussit pas ?* »...

La conclusion du GRI reprit, à raison, l'observation de plusieurs camarades selon laquelle la discussion avait peu abordé la question des différents thèmes idéologiques et formes d'embrigadement du prolétariat que la bourgeoisie mettait en place pour défaire le prolétariat et l'entraîner dans la guerre : le nationalisme, la démocratie, l'anti-fascisme ou anti-théocrates, etc. Elle a souligné que la discussion avait permis d'exposer les points d'accord et de désaccord au sein du camp prolétarien et des questions à confronter. Tout le monde semblait partager son sentiment. Puis, après la conclusion du GRI, le CCI tint à ressortir sa ritournelle à laquelle tout le monde est habitué : il débat avec tout le monde sauf avec les flics du GIGC...²⁶

RL, mars 2026

²⁶. La délégation pourra ainsi faire valoir en interne, en particulier à la *Commission de contrôle et des conflits*, qu'elle a bien respecté son mandat contre le parasitisme en général et le GIGC en particulier.

Sur les revendications économiques et la lutte politique prolétarienne

Selon une vision dominante dans le camp prolétarien, les luttes économiques et politiques des travailleurs sont distinctes, et la condition préalable à une victoire prolétarienne réside dans un saut qualitatif du niveau économique au niveau politique. Pour certains, ce saut qualitatif nécessite un changement de conscience ou le développement d'une identité de classe pour passer des luttes économiques aux luttes politiques — ce que l'on appelle souvent « la politisation » des luttes : « Cette dynamique [de développement des luttes ouvrières] s'inscrit dans le long terme et contient donc la potentialité de la récupération de l'identité de classe et de la politisation des luttes (...). Ce n'est qu'à un stade plus avancé du développement de l'identité de classe et de la lutte de classe que ces étapes vers la politisation (...) peuvent passer du niveau de petites minorités à des mouvements beaucoup plus larges et plus ouverts de la classe ouvrière²⁷. » Pour d'autres, seul le parti peut permettre ce saut vers la « politisation » des luttes : « La capacité des luttes à s'étendre du niveau immédiat duquel elles ont surgi vers l'arène la plus large, celle de la lutte politique contre le capital, dépend de la présence active des communistes sur les lieux de travail²⁸. »

Il convient de noter que cette conception de la lutte des classes — selon laquelle la dimension économique cède la place, au fil du temps, à la dimension politique, et où les luttes pour des revendications spécifiques sont supplantées par des luttes révolutionnaires — n'est pas l'apanage exclusif des organisations mentionnées ici. Elle est trop souvent partagée tant par les forces « pro-parti » que par les forces « anti-parti ». Or, l'expérience historique réfute cette conception de la lutte des classes. Dès 1847, se référant aux luttes de la classe ouvrière de l'époque, Marx, s'opposant à Proudhon, affirmait le principe fondamental du communisme selon lequel « la lutte de classe à classe est une lutte politique²⁹. »

Dans ce commentaire, nous nous opposons à une conception qui sépare métaphysiquement ces deux aspects de la lutte. Nous proposons une vision alternative selon laquelle ces deux aspects de la lutte se renforcent mutuellement, constituent des moments différents de la lutte prolétarienne et forment une unité dialectique. Une force prolétarienne suffisamment mobilisée peut aujourd'hui exiger des salaires plus élevés et, demain, forte de l'expérience de sa force collective, exiger la libération des prisonniers politiques ou toute autre revendication « politique ». L'organisation et l'unité acquises grâce à la lutte pour les salaires d'aujourd'hui

seront mises à profit à un autre moment. C'est précisément l'expérience tirée des moments forts de la lutte prolétarienne au XXe siècle. Devrions-nous simplement dire aux grévistes d'« aller au-delà de la lutte pour les conditions quotidiennes (...) au-delà de la revendication d'un 'capitalisme plus juste' pour exiger l'abolition du système salarial lui-même³⁰ » ? Il s'agit là d'un exemple flagrant de « phrase révolutionnaire »³¹, une affirmation à consonance radicale mais dépourvue de contenu politique, car elle est dissociée de la situation concrète de la lutte prolétarienne. Différentes orientations émergent de la lutte, du fait que, dans une situation donnée, il n'existe qu'une ligne de conduite objectivement correcte assez limitée, voire unique. La tâche des révolutionnaires consiste à disputer et à gagner la direction des luttes en articulant et en proposant aux travailleurs, à chaque moment de la lutte, ce qui correspond objectivement à la ligne de conduite correcte, sur la base du rapport de forces objectif et des potentialités matérielles.

Le rôle de l'avant-garde politique n'est pas comprise de manière cohérente en mettant en avant des principes éternels valables pour tous les temps, tels que les principes inviolables de l'auto-organisation ou de l'antimilitarisme, ou — pourquoi s'arrêter là ? — de l'anti-autoritarisme. Il s'agit de mener la lutte de la manière la plus efficace possible, ce qui implique de tenir compte de l'évolution des circonstances. Il ne s'agit pas de principes abstraits. Il s'agit d'orientations et de tactiques concrètes les plus susceptibles de mener à la victoire si elles sont adoptées en masse et mises en œuvre par les travailleurs. C'est ce qu'implique l'intervention de l'avant-garde. Dans la phase historique actuelle du capitalisme, marquée par la domination totalitaire du capital et de son État, ce n'est qu'en généralisant et en unifiant nos luttes, en élargissant leur portée autant que possible, que nous pourrions imposer à la bourgeoisie un rapport de forces qui nous soit favorable, tant pour nos intérêts immédiats que — par extension et dans la continuité — pour nos intérêts historiques en tant que classe.

De telles poussées de lutte des classes ne peuvent être décrétées à l'avance, mais l'avant-garde politique peut néanmoins en maîtriser les mécanismes. Ce n'est pas

²⁷. Rapport sur la lutte de classe, 26^e congrès du CCI, <https://fr.internationalism.org/content/11640/rapport-lutte-classe-mai-2025>

²⁸. Plateforme 2020 de la TCI : <https://www.leftcom.org/files/2020-10-01-plateforme-tci.pdf>

²⁹. K. Marx, *Misère de la philosophie*, Éditions sociales, 1977

³⁰. <https://www.leftcom.org/fr/articles/2026-02-08/au-del%C3%A0-du-venezuela-la-route-vers-la-guerre-g%C3%A9n%C3%A9ralis%C3%A9>

³¹. La réunion publique du GRI à Paris le 7 mars (voir l'article dans ce numéro) a montré à quel point cette formulation malheureuse de la TCI peut offrir l'occasion à des théories modernistes et petit-bourgeoises proches de la communisation de se précipiter dans la brèche et de nier ouvertement toute forme de lutte « économique » pour le prolétariat, ainsi que toute intervention du parti visant à promouvoir la nécessité de revendications économiques larges et unificatrices. [Note de l'équipe de rédaction]

parce que les révolutionnaires prônent la nécessité d'une grève de masse que celle-ci se produit. Pourtant, l'expérience passée nous enseigne que, dans la phase de décadence du capitalisme, qui s'étend approximativement depuis le début du XXe siècle, la grève de masse menée par une avant-garde politique compétente et bien organisée est la condition *sine qua non* d'une révolution victorieuse. Même en l'absence de victoire finale, en luttant en masse pour des revendications salariales unificatrices, les travailleurs, au-delà des divisions entre lieux de travail et secteurs, acquièrent l'expérience de la lutte efficace en tant que classe. Par conséquent, conformément à la conception tactique exprimée dans les Thèses de Rome³², il ne s'agit pas d'un pari désespéré aboutissant soit à une défaite ruineuse, soit à la victoire finale, mais d'une tactique qui vise à améliorer notre situation dans la lutte, même si elle n'évolue pas vers un renversement révolutionnaire du capitalisme et l'abolition du système salarial à court terme. En généralisant et en unifiant nos luttes, nous améliorons nos chances d'obtenir des victoires à court terme (salaires, refus des sacrifices pour la guerre), même si nous ne mettons pas immédiatement fin au système qui engendre la misère de la guerre et de la pauvreté. Ces revendications et ces orientations, qui concernent l'ensemble des travailleurs, constituent une base appropriée pour généraliser et unifier les luttes ouvrières. Ce faisant, en contribuant à donner à la lutte une ampleur plus grande, cela renforce son potentiel politique. Cela renforce la dimension politique de la lutte, qui n'est pas distincte de la dimension économique (salaires, avantages sociaux, etc.), mais qui lui est dialectiquement liée.

La vision que nous exposons ci-dessus n'est pas une innovation, même si, malheureusement, elle n'est pas clairement admise par bon nombre de nos camarades du camp prolétarien. D'éminents révolutionnaires du passé, parmi lesquels Trotsky, Luxemburg et Lénine, avaient tous une bonne compréhension des caractéristiques essentielles des situations de grève de masse. Le Parti bolchevique, durant la période qui a précédé la Révolution d'octobre, a démontré sa maîtrise de la dynamique de la grève de masse. L'intérêt de cet exemple historique réside dans le fait qu'il marque l'apogée de la grève de masse et de sa compréhension par l'avant-garde politique ; il a préparé le terrain pour le renversement de la bourgeoisie en Russie par le prolétariat et

³². Plus précisément dans la thèse 43, qui met en garde contre les tactiques ne pouvant aboutir qu'à une victoire finale ou à une défaite totale, et affirme que le Parti peut proposer des orientations qui renforcent le prolétariat sur les plans moral et matériel et qui ont une valeur intrinsèque pour celui-ci. Cela correspond à notre conception du lien entre les luttes immédiates et l'aboutissement historique, ainsi qu'au rôle de l'avant-garde qui consiste à intervenir tout au long de ce processus.

l'instauration de la dictature prolétarienne. Loin d'être un événement historique fortuit, ces événements démontrent que la dynamique de la grève de masse contient en elle-même les germes de l'insurrection et de la dictature prolétariennes. Cependant, cet exemple n'est pas le seul. Luxemburg rend compte de l'intervention des sociaux-démocrates russes dans les événements survenus en Russie en janvier 1905.

« La grève fut l'occasion pour les social-démocrates d'entreprendre **une propagande active pour l'extension des revendications** : ils réclamaient la journée de huit heures, le droit de coalition, la liberté de la parole et de la presse, etc. L'agitation qui animait les ateliers de Poutilov gagna rapidement les autres usines et, quelques jours après, 140 000 ouvriers étaient en grève.(...) les grèves de masse et les grèves générales antérieures avaient leur origine dans la convergence des revendications salariales partielles; celles-ci, dans l'atmosphère générale de la situation révolutionnaire et **sous l'impulsion de la propagande social-démocrate, devenaient vite des manifestations politiques** ; l'élément économique et l'éparpillement syndical en étaient le point de départ, l'action de classe concertée et la direction politique en étaient le résultat final. » (Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*, 1906, nous soulignons)

Faisant également référence aux événements de 1905, Lénine met en évidence le lien entre les aspects économiques et politiques de la lutte prolétarienne.

« Cela signifie qu'au début du mouvement, beaucoup d'ouvriers ont placé au premier plan la lutte économique, et qu'à l'époque du plus grand essor, ils ont fait le contraire. Mais le **lien** entre grève économique et grève politique a existé **tout le temps** [souligné par Lénine. Ensuite souligné par nous]. Sans ce lien, nous le répétons, un mouvement vraiment grand et visant à de grandes fins est impossible. (...) D'autre part, sans revendications économiques, **sans amélioration directe et immédiate de la situation**, la masse des travailleurs ne consentira jamais à se représenter un 'progrès' général du pays. (...) **En luttant pour une amélioration des conditions de vie**, la classe ouvrière s'élève également sur le plan moral, intellectuel et politique, **elle devient plus capable de réaliser ses grands buts de libération**. » (Lénine, *Grève économique et grève politique*, 1912³³)

Loin de présenter soit la grève de masse comme le moyen par lequel le prolétariat se libère spontanément de la misère capitaliste en l'absence d'une avant-garde politique, soit un saut qualitatif de l'économie vers le politique grâce à l'intervention d'une avant-garde politique, Lénine et Luxemburg ont tous deux reconnu qu'il existe un lien intime entre ces deux aspects et qu'une direction politique efficace est nécessaire pour orienter ce processus vers son issue révolutionnaire nécessaire. Au lieu d'une séparation métaphysique entre ces deux dimensions de la lutte, nous voyons une image d'unité dialectique. Les forces pro-parti dans le camp proléta-

³³. Œuvres complètes, volume 18, Éditions du progrès.

rien ont aujourd'hui le devoir, envers le prolétariat dans son ensemble, de définir les tactiques et la stratégie globale nécessaires pour parvenir au point où l'abolition de l'esclavage salarial devienne une possibilité concrète plutôt qu'une formule à consonance radicale. Il est donc nécessaire de comprendre le processus réel

de la lutte des classes dans les conditions actuelles. Nous nous réjouissons de clarifier ce point essentiel sur l'intervention avec tous nos camarades du camp révolutionnaire à travers des contributions écrites et des discussions.

Stavros, 22 mars 2026

Contribution sur les conseils ouvriers et le parti de classe

Nous reproduisons ci-après une contribution sur « les conseils ouvriers et le parti de classe ». Elle a été publiée sur le site de Controverses en janvier dernier. Son intérêt premier réside dans le fait qu'elle cherche à établir et clarifier le rapport entre le parti et les conseils, tout en rejetant le « substitutionnisme de parti » et le « fétichisme d'organisation » d'ordre conseilleriste. Nous la faisons suivre de notre prise de position critique. Nous pensons que le rapport parti-classe, le rapport du parti et des révolutionnaires aux luttes ouvrières, devient une question urgente à débattre et à clarifier au sein du camp révolutionnaire en vue du drame historique qui s'engage. En ce sens, il ne s'agit pas pour nous d'engager un dialogue particulier avec son auteur, mais de pousser à la réflexion et à la confrontation politique l'ensemble du camp prolétarien – le parti en devenir –, à commencer par ses principales organisations. Le capitalisme cherche à imposer à l'humanité entière, et avant tout au prolétariat international, la course vers la guerre généralisée dans laquelle il s'est désespérément lancé. La clé de l'alternative historique révolution ou guerre repose sur le prolétariat et sa capacité à dégager et offrir sa perspective révolutionnaire. Pour cela il doit commencer à répondre aux attaques qu'il subit d'ores et déjà pour les besoins de la guerre à venir et développer des luttes en masse. Ce sont essentiellement les organisations communistes d'aujourd'hui, et demain le parti politique prolétarien, qui détiennent cette clé dans leur poche du fait qu'ils sont armés du programme communiste. Mais encore faut-il qu'ils veulent bien la sortir et surtout qu'ils sachent s'en servir en assumant le combat contre les forces bourgeoises, en premier syndicats et gauchistes, et imposer leur direction politique des luttes en masse à venir. Tel est l'objet de notre décision de reproduire cette contribution qui est longue, et d'y apporter nos critiques. Tout commentaire ou contribution sur cette question seront les bienvenus. Et, au besoin et dans la mesure du possible – le nombre de pages en particulier –, nous essaierons de les publier dans ces pages.

Les conseils ouvriers et le parti de classe

L'articulation dialectique entre le Parti communiste et les conseils prolétariens : le rôle des communistes révolutionnaires dans la lutte pour l'auto-émancipation prolétarienne

La question de l'organisation révolutionnaire du prolétariat est au cœur du projet communiste. Depuis Marx et Engels, le principe de l'auto-émancipation prolétarienne – résumé par la formule de la première internationale : « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes³⁴ » – constitue le fondement de toute pratique communiste conséquente. Cette auto-émancipation ne peut se réaliser sans une organisation collective de la classe, incarnée historiquement par les conseils ouvriers ou soviets, organes unitaires d'auto-organisation prolétarienne. Cependant, l'histoire des luttes révolutionnaires montre que ces conseils, bien qu'essentiels, ne sont pas à l'abri de dégénérescences ou d'influences contraires aux intérêts du prolétariat international. C'est ici que le rôle du parti révolutionnaire, émanant de la fraction la plus consciente et combative du prolétariat, devient crucial. Cet article explore l'articulation dialectique entre le parti et les conseils, en mettant en lumière le rôle des révolutionnaires dans la défense du projet communiste, tout en rejetant toute forme de substitutionnisme ou de fétichisme organisationnel.

Les conseils ouvriers : l'expression de l'auto-organisation prolétarienne

Les conseils ouvriers, ou soviets, incarnent l'auto-organisation de la classe ouvrière. Apparus dans des moments de lutte intense, comme lors des révolutions russes de 1905 et 1917 ou des soulèvements ouvriers en Allemagne (1918-1923), ils représentent une forme d'organisation unitaire où les travailleurs, indépendamment de leurs affiliations politiques ou syndicales, gèrent leurs luttes et posent les bases d'une société nouvelle. Ces conseils ne sont pas de simples organes de gestion temporaire, mais des embryons du pouvoir prolétarien, capables de remettre en question l'ordre capitaliste dans son ensemble. Ils sont l'expression concrète de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la forme organisationnelle par laquelle la classe ouvrière exerce son pouvoir pour détruire l'État bourgeois et transformer les rapports de production.

Cependant, l'histoire montre que les conseils ne sont pas immunisés contre les dérives. En Allemagne, par

³⁴. Statuts de l'AIT.

exemple, les conseils ouvriers de 1918-1919, bien qu’initialement porteurs d’un immense potentiel révolutionnaire, ont été progressivement cooptés par la social-démocratie et les syndicats qui ont freiné leur dynamique. Cette dégénérescence s’explique aussi par l’absence d’une orientation communiste claire et par la faiblesse de l’avant-garde révolutionnaire (puisque celle-ci est restée très longtemps diluée au sein de partis bourgeois comme l’USPD par exemple), qui n’était pas en mesure de contrer les influences réformistes ou bourgeoises. Ce constat historique souligne la nécessité d’un parti révolutionnaire capable de défendre une ligne programmatique réellement communiste de façon cohérente au sein de ces organes unitaires d’auto-organisation de classe.

Le parti révolutionnaire : un outil important au service du prolétariat

Le parti révolutionnaire, tel que conçu par Marx, Engels et certains courants de la gauche communiste, n’est pas une entité extérieure ou autonomisée par rapport à la classe ouvrière. Comme l’affirmait à juste titre Onorato Damen dans sa plateforme de 1952 : « *Jamais et sous aucun prétexte le prolétariat ne doit se départir de son rôle dans la lutte. Il ne doit pas déléguer son rôle historique à d’autres – même pas à son propre parti politique*³⁵. » Le Parti ayant vocation à devenir international/mondial doit émerger des luttes prolétariennes comme la cristallisation de la fraction la plus consciente du prolétariat, portant un programme communiste clair permettant ainsi une praxis révolutionnaire conséquente. Il doit rester ancré dans l’auto-organisation prolétarienne, tout en luttant contre les dérives opportunistes néfastes qui, historiquement, ont souvent menacé les intérêts du prolétariat, même en période révolutionnaire.

Contrairement aux visions substitutionnistes, comme celles des blanquistes, le parti n’a pas vocation à se substituer aux conseils ou à les diriger de manière bureaucratique. Au sein des conseils, les membres du parti doivent chercher à être élus par la base, de manière démocratique et révocable, pour porter une ligne communiste. Cette approche diffère de celle de certains courants conseillistes, notamment de la gauche communiste germano-hollandaise, qui prônaient une dissolution immédiate du parti après la prise du pouvoir par les conseils prolétariens. Le parti doit, au contraire, continuer à jouer un rôle de clarification idéologique et d’orientation stratégique pendant la phase de transition révolutionnaire (la dictature du prolétariat), jusqu’à ce que la révolution triomphe mondialement et que la bourgeoisie soit neutralisée. L’objectif ultime – une société sans classes, sans propriété privée, sans exploitation (donc sans salariat), sans argent, sans production marchande, sans division sociale figée et ‘spécialisée’ du travail, sans aliénation concurrentielle ou productiviste, sans État – exige la destruction de l’appareil d’État capitaliste, l’expropriation de la classe dominante actuelle, à savoir la bourgeoisie, et une transformation totale des rapports sociaux de production, un processus qui peut être commencé mais ne pouvant pas être achevé tant que la révolution reste isolée géographiquement et ne triomphe pas mondialement (c’est très important d’insister là-dessus, n’en déplaise à certains idéalistes qui préfèrent encore se bercer d’illusions trompeuses en parlant de « réalisation immédiate du communisme »). Il faut effectivement chercher à transformer dès que possible les rapports de production de façon progressive dans une logique non-marchande et centrée sur les besoins de la société après la prise du pouvoir par les travailleurs (on pourra certes utiliser des bons de travail, en se passant de la monnaie par exemple, bien que ces derniers ne seront normalement plus nécessaires sous le communisme intégral), cela ne veut pas dire que toute trace de commerce intérieure et extérieure pourra disparaître automatiquement pour autant.

Marx et Engels soulignaient déjà cette nécessité dans la résolution de la Conférence de Londres de l’AIT (1871) : « *Considérant que, face à ce pouvoir collectif des classes possédantes, la classe ouvrière ne peut agir, en tant que classe, qu’en se constituant en un parti politique, distinct et opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes*³⁶. » Cette constitution en parti est indispensable pour coordonner les luttes économiques et politiques (étant totalement complémentaires et indissociables) du prolétariat afin de donner une perspective révolutionnaire cohérente. Ces derniers avaient la même position concernant la commune de Paris où ils estimaient en effet que la direction du mouvement ouvrier devait être effectuée par son avant-garde organisée, à savoir l’AIT, notamment et cela grâce à la lutte menée par en bas et via la propagande (il n’est pas question de s’imposer d’office par en haut, mais que la fraction la plus conscientisée du prolétariat cherche pleinement et légitimement à assurer un rôle de boussole).

- « *Le Conseil général est fier du rôle éminent que les sections parisiennes de l’Internationale ont assumé dans la glorieuse révolution de Paris. Non point, comme certains faibles d’esprit se le figurent, que la section de Paris, ni aucune autre branche de l’Internationale, ait reçu un mot d’ordre d’un centre. Mais, comme dans tous les pays civilisés la fleur de la classe ouvrière adhère à l’Internationale et est imprégnée de ses principes, elle prend partout, à coup sûr, la direction des actions de la classe ouvrière*³⁷. »

³⁵. Plateforme du PCI de 1952.

³⁶. Résolutions de la Conférence de Londres 17-23/09/1871.

³⁷. Deuxième ébauche de la Guerre civile en France, K. Marx

Contre le substitutionnisme et le fétichisme organisationnel

L'histoire du mouvement ouvrier est marquée par deux écueils : le substitutionnisme et le fétichisme organisationnel. Le substitutionnisme, souvent associé à des visions blanquistes, conduit à une autonomisation du parti, où celui-ci prétend agir « au nom » du prolétariat sans s'appuyer sur son auto-organisation, ou en s'imposant d'office par en haut sans aucune légitimité. Les maoïstes et autres staliniens/bonapartistes contre-révolutionnaires, vont en réalité au-delà du paroxysme de cette caricature bureaucratique blanquiste étant donné qu'ils défendent clairement les intérêts de la bourgeoisie. Ici il n'est même plus question d'un parti émanant de l'avant-garde d'une classe et qui se substitue à celle-ci en cherchant réellement à l'émanciper, mais de saboter purement toute révolution prolétarienne à l'échelle mondiale, en plus d'assurer le maintien du statu quo capitaliste.

Le fétichisme des conseils, caractéristique du conseilisme, idéalise la forme conseil comme une solution universelle, ignorant que les conseils peuvent être influencés par des idéologies réformistes à base de « socialisme de marché », de troc décentralisé pour les plus illuminés ou tout simplement par des idées bourgeoises. Le prolétariat, en raison de ses contradictions internes et de ses segmentations géographiques, ou sectorielles (en plus des puissantes pressions permanentes émanant de l'ordre capitaliste et impérialiste que celui-ci subirait notamment, y compris dans une période révolutionnaire), pourrait tout à fait reproduire des normes capitalistes s'il n'est pas guidé par une conscience révolutionnaire claire, comme l'a montré l'expérience allemande de 1918-1920. Dès lors, nous pouvons dire que le conseilisme, en rejetant le rôle du parti, risque de laisser davantage les conseils vulnérables face à ce genre de dérives, ce qui implique clairement un risque de dégénérescence accru. De plus, le parti n'est pas non plus immunisé de tout risque, d'où la nécessité de ne pas se couper de la base comme nous le rappelle l'expérience russe.

Le cas des bolcheviks et de la Révolution russe mérite une analyse plus nuancée que celle qui les réduit à des substitutionnistes bureaucratiques. La dégénérescence des soviets après la révolution d'octobre 1917 ne peut être attribuée uniquement à des erreurs organisationnelles, tactiques ou idéologiques prises par le parti bolchevique même si la gauche communiste russe comme les décistes (centralistes démocratiques) ou Miasnikov, Boukharine/Kommunist par exemple, ont parfois eu raison de les dénoncer. D'ailleurs il est important de préciser que les critiques de la gauche communiste russe étaient plutôt nuancées et pertinentes, par exemple ils n'étaient en général pas contre la nécessité absolue d'utiliser des spécialistes bourgeois et militaires en raison du manque de formation et de moyens à disposition (sous le contrôle du prolétariat et sans que cela ne leur confère de pouvoir de direction absolue par contre) et Miasnikov y compris, avait prôné une sorte de NEP régulée et contrôlée par en bas lorsque cela était devenu nécessaire, avec moins de concessions cela dit. On est loin des critiques qu'on peut parfois voir comme quoi les bolcheviques auraient dû « abolir immédiatement la loi de la valeur, l'argent, le commerce » etc., comme si c'était possible dans le cadre d'un seul pays (ultra-arriéré et dévasté en plus) et qu'il suffisait « d'abolir l'argent » localement pour s'émanciper entièrement des rapports de production capitalistes qui conditionnent l'agencement des ressources à l'échelle mondiale (à moins de préférer une sorte d'autarcie réactionnaire et vulnérable toujours en concurrence avec le monde capitaliste et qui par conséquent est encore déterminée par lui d'une certaine façon, ce qui n'est guère souhaitable à mon sens) ... D'autant qu'en plus, même sous le communisme de guerre, le but affiché était de tendre vers une disparition de la production marchande. Malgré tout, l'échec de la révolution mondiale, l'arriération économique de la Russie, les famines et l'immense colère paysanne qui n'était plus gérable dans ces conditions ont amené à la NEP et à un capitalisme d'État que les bolcheviques voyaient initialement comme temporaire pour moderniser la production avec l'espoir qu'un nouvel essor prochain de la révolution mondiale puisse permettre d'éliminer véritablement les rapports de production capitalistes. En réalité cette dégénérescence de la révolution russe s'explique avant tout par des conditions matérielles et sociales extrêmes : son isolement, la guerre civile, l'encerclement impérialiste, la dépendance à des ressources et capitaux extérieurs, une immense chute de la productivité menant à une ruine chaotique avec des famines, la désorganisation et l'arriération économique, ainsi que l'épuisement de la classe ouvrière qui a permis progressivement à une couche de fonctionnaires lettrés (contrairement à la plupart des paysans et ouvriers de cette époque qui étaient pour une très grande partie d'entre eux illettrés) et privilégiés (souvent issus de l'ancienne administration tsariste) de prendre les commandes ensuite. Les usines se vidaient, les comités d'usine étaient désordonnés, les ouvriers les plus conscients partaient au front, et ceux qui restaient luttèrent pour survivre, parfois en revendant des pièces d'usine, comme l'illustre le roman « Le Ciment » de Fiodor Gladkov. Dans ce contexte, les mesures particulièrement centralisatrices prises par les bolcheviks au départ visaient à assurer la survie du pouvoir prolétarien (et paysan avec des déformations bureaucratiques comme disait Lénine) face à une situation d'urgence, et non à établir un modèle idéal de démocratie soviétique dans l'immédiat puisque les conditions ne le permettaient pas.

Lénine lui-même, dans des textes comme *L'État et la révolution*, envisageait clairement la dictature du prolétariat comme un « *demi-État*³⁸ » qui est censé dépérir à mesure que la révolution s'étende mondialement. Il était conscient des limites de l'État soviétique, qu'il critiquait pour sa bureaucratisation croissante et son incapacité à dépasser pleinement sur divers aspects l'ancien appareil de l'État bourgeois comme il le dénonçait explicitement en 1922 et en 1923 :

- « *Si l'on prend Moscou avec ses 4 700 communistes à des postes de responsabilité, et si l'on prend cette immense machine bureaucratique, ce gigantesque amas, la question se pose : qui dirige qui ? Je doute fort que l'on puisse dire avec vérité que les communistes dirigent cet amas. À vrai dire, ils ne dirigent pas, ils sont dirigés*³⁹. »
- « *Notre appareil d'État (...) constitue dans une très grande mesure une survivance du passé, et qui a subi le minimum de modifications tant soit peu notables. Il n'est que légèrement enjolivé à la surface ; pour le reste, c'est le vrai type de notre ancien appareil d'État*⁴⁰. »

Loin de manquer de lucidité sur le sujet, il considérait vers la fin de sa vie que l'État soviétique était quasiment devenu un état tsariste repeint en rouge selon son expression, et qu'il fallait empêcher le développement d'une bourgeoisie rouge en le redynamisant par une série de mesures visant à revivifier les soviets et lutter contre leur bureaucratisation⁴¹, par la prolétarianisation la plus massive possible de l'administration notamment, ainsi que par la limitation des salaires (ce qui explique entre autres l'optique de la création du 'partmaksimoum' qui sera supprimé par Staline plus tard par exemple), l'abolition des privilèges, la rotation des charges, la révocabilité, les mandats impératifs (etc.). Il est même allé jusqu'à envisager le fait de dissocier le Parti-État des soviets lors du congrès de 1921.

Vers la fin de la guerre civile il souhaitait également la disparition de la Tcheka⁴² en tant qu'organe ayant un pouvoir décisionnel répressif et lui préférait plutôt un rôle de contrôle uniquement vis à vis des strictes activités politiques contre-révolutionnaires, ainsi que de l'armée permanente⁴³, où il s'était par ailleurs aligné sur la position de Trotsky lorsque celui-ci défendait le passage à des milices ouvrières et paysannes d'auto-défense et qu'il était opposé à Frounzé, montrant par conséquent le retour à ses positions de 1917.

En effet, les bolcheviks savaient que la révolution, isolée en Russie, était condamnée sans un essor révolutionnaire du prolétariat en Europe, comme l'espérait Lénine. En 1918, typiquement, il affirmait la chose suivante :

- « *Le pouvoir soviétique est un nouveau type d'État sans bureaucratie, sans police, sans armée régulière (...) En Russie, cela a à peine commencé et a mal commencé (...) Nous devons montrer aux travailleurs européens exactement ce que nous avons entrepris, comment nous l'avons entrepris, comment il faut le comprendre ; cela les mettra face à la question de savoir comment le socialisme doit être réalisé. Ils doivent se rendre compte par eux-mêmes que les Russes ont entrepris quelque chose qui vaut la peine d'être fait ; s'ils s'y prennent mal, nous devons le faire mieux (...) nous sommes convaincus que les travailleurs européens seront en mesure de nous aider une fois qu'ils se seront engagés dans cette voie. Ils feront ce que nous faisons, mais mieux, et le centre de gravité se déplacera du point de vue formel vers les conditions concrètes*⁴⁴. »

Malheureusement la tragédie de la révolution russe a été que cette aide n'est jamais arrivée. Dans ces circonstances, le Parti communiste russe, la IIIe Internationale et la Russie soviétique elle-même se sont mis à adopter de plus en plus des politiques d'urgence et d'appoint (comme la NEP qui sera pour Lénine un recul/une concession nécessaire et éphémère pour moderniser davantage la production en Russie particulièrement arriérée, le temps qu'un nouvel essor révolutionnaire du prolétariat mondial tant souhaité puisse advenir). De même en ce qui concerne la discipline de fer, le taylorisme et notamment l'absorption des comités d'usine par les syndicats alors que leur rôle en matière de contrôle ouvrier était justement très défendu (par les bolcheviques notamment) lors des premiers mois après la révolution. Ainsi les analyses intéressantes de S. A. Smith dans son ouvrage *Red Petrograd* permettent entre autres d'illustrer tout ça :

- « *on ne peut voir là le triomphe des bolcheviks sur les comités d'usine. Dès l'origine, les comités avaient pour but tout*

³⁸. *L'État et la révolution*, Lénine.

³⁹. *Speech In Opening the Congress*, March 27-April 2, 1922.

⁴⁰. *Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne ?*

⁴¹. *Mieux vaut moins mais mieux*, Lénine, 2 mars 1923.

⁴². Dans la résolution de la XIe conférence panrusse du PCR(b), qui s'est tenue du 19 au 22 décembre 1921, le problème de la limitation des pouvoirs a été soulevé, ce qui a servi de base au discours ultérieur de Lénine sur la limitation de ses prérogatives : « *La compétence et le champ d'activité de la Tcheka doivent être réduits en conséquence et la Tcheka elle-même doit être réorganisée* ». Il déclare que l'institution doit être restreinte à la sphère purement politique (le contrôle des activités dites contre-révolutionnaires) et non plus répressive en lui ôtant tout pouvoir décisionnel à ce niveau.

⁴³. *Comment la révolution s'est armée*, Trotsky.

⁴⁴. Discours au VIIe congrès extraordinaire du P.C.(b)R.

à la fois de maintenir le niveau de production et de démocratiser la vie de l'usine, mais la situation de l'industrie était telle que les deux objectifs finirent par entrer en conflits l'un avec l'autre⁴⁵. »

Par conséquent, nier comme certains le font (souvent ceux qui rejettent à tort octobre 1917 comme étant qu'une simple prétendue « révolution bourgeoise »), que tout cela est avant tout causé en raison de l'énorme situation d'urgence du fait de l'arriération économique, de la ruine/famine chaotique causée par la guerre civile et les menaces d'invasions impérialistes, par le fait que le prolétariat disparaissait progressivement de plus en plus, voir même pour une grande partie, mourrait sur le front et/ou désertait (et il faut bien garder en tête que ce changement en matière de composition sociale engendra des conséquences dévastatrices y compris après la guerre civile) alors qu'il était déjà ultra-minoritaire, n'aurait absolument aucun sens. D'autre part, il est important de comprendre que faire ce constat n'implique pas de dire que la gauche communiste russe n'avait pas parfois raison dans ses critiques adressées à Lénine (même si là aussi il faudra nuancer car ça dépendra du sujet), mais ça permet en revanche de recontextualiser et de mieux comprendre ce qui a causé la mise en place (contrainte) de ces mesures.

La bureaucratisation progressive ainsi que l'aboutissement final de son processus qui permettra à la contre-révolution de triompher puisque les plus vaillants prolétaires révolutionnaires ne seront pour beaucoup même plus là pour faire en sorte de l'empêcher, vont par la suite mener au stalinisme. En somme, ces phénomènes ne découlent pas d'une simple mauvaise volonté, mais bien de l'épuisement du prolétariat russe et de l'échec de la révolution en occident notamment. Malgré ces limites, la Révolution russe reste tout de même un exploit historique, incarnant en quelque sorte la seconde pierre titanique posée en matière de lutte pour l'émancipation humaine après celle déjà gravée de la commune de Paris et qui peut nous apprendre beaucoup de choses. Comme l'expliquait très bien Rosa Luxemburg :

- *« Tout ce qu'un parti peut apporter, en un moment historique, en fait de courage, d'énergie, de compréhension révolutionnaire et de conséquence, les Lénine, Trotsky et leurs camarades l'ont réalisé pleinement. L'honneur et la capacité d'action révolutionnaire, qui ont fait à tel point défaut à la social-démocratie, c'est chez eux qu'on les a trouvés. En ce sens, leur insurrection d'Octobre n'a pas sauvé seulement la révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international⁴⁶. »*

De surcroît une partie non négligeable de la gauche communiste italienne, dans la lignée de penseurs comme Damen, qui est lui-même dans la continuité de Marx et Engels, propose une synthèse dialectique : le parti doit être un outil au service de la classe, actif au sein des conseils, sans chercher à les transformer en coquilles vides, ni en de simples chambres d'enregistrement. Ses membres doivent porter une ligne communiste claire, participer aux débats et aux décisions dans les conseils conseils/assemblées générales/comités de lutte pour garantir un rôle de guide et le fait que leur direction tende bien vers une trajectoire de dépassement des rapports sociaux capitalistes, plutôt qu'une impasse. Tout cela a d'ailleurs été fondamentalement rappelé à juste titre au sein du 8ème congrès du parti bolchevique en mars 1919 :

- *« Le Parti communiste a pour objectif d'exercer une influence décisive et une direction complète dans toutes les organisations des travailleurs : syndicats, coopératives, communes agricoles, etc. Le Parti communiste s'efforce tout particulièrement de mettre en œuvre son programme et d'exercer une domination totale sur les organisations d'État actuelles, les Soviets. Le Parti cherche à orienter les activités des Soviets, mais non pas à les remplacer⁴⁷. »*

Le rôle des communistes révolutionnaires : vigilance et clarification programmatique

Comme l'indiquait Marx dans une de ses lettres à Jules Guesde :

- *« La grande affaire pour les socialistes en France, c'est l'organisation d'un parti ouvrier indépendant et militant. Cette organisation qui ne doit pas se limiter aux villes, mais s'étendre aux campagnes ne peut se faire qu'au moyen de la propagande et de la lutte continue, lutte de tous les jours correspondant toujours aux conditions données du moment, aux nécessités actuelles. Il n'y a que les jacobins posthumes qui ne connaissent de l'action révolutionnaire qu'une seule forme, la forme explosive⁴⁸. »*

Les communistes révolutionnaires doivent par conséquent intervenir dans les organes unitaires de classe pour défendre une perspective internationaliste et communiste.

Cela implique de lutter contre les tendances réformistes ou nationalistes, comme celles qui ont prévalu en Allemagne en 1918-1919, et de promouvoir une vision globale de la révolution visant l'abolition du capitalisme. Comme le notait Marx (lors d'une réunion de l'autorité centrale en 1850) :

⁴⁵. RED PETROGRAD.

⁴⁶. La Révolution Russe.

⁴⁷. *Class Consciousness and Revolutionary Organisation*.

⁴⁸. Lettre de Karl Marx à Jules Guesde récemment trouvée.

- « J'ai toujours tenu tête aux opinions momentanées du prolétariat. Nous sommes dévoués à un parti qui, pour son plus grand bien précisément, ne peut pas encore accéder au pouvoir. Si le prolétariat parvenait au pouvoir, les mesures qu'il introduirait seraient petites-bourgeoises et non directement prolétariennes⁴⁹. »

Bien évidemment cela s'entend si celui-ci n'est pas guidé par une perspective communiste claire et cohérente à travers sa fraction la plus conscientisée (qui, comme le montre Marx, se doit d'être organisée en parti avec une responsabilité collective et une certaine discipline afin d'afficher le plus clairement possible le projet communiste au sein de mouvements sociaux, le tout en étant correctement coordonné) via les luttes collectives.

Les révolutionnaires doivent donc agir comme une avant-garde consciente, participant à l'auto-organisation de la classe et cherchant à être élus démocratiquement dans les conseils prolétariens reliés entre eux (avec un plan central et à une échelle régionale comportant la planification commune de la production par les travailleurs eux-mêmes pour éviter l'atomisation/la fragmentation fédéraliste ou localiste de la production qui ne correspondrait nullement à une perspective communiste mais plutôt petite-bourgeoise) afin d'appliquer collectivement une ligne communiste, tout en restant sous mandats impératifs et révocables si besoin par la base (avec une répartition/rotation des charges/tâches lorsque cela peut être utile), de même en ce qui concerne les délégués élus sans-parti etc.

En somme, il faut chercher à dépasser la dichotomie centralisme contre fédéralisme. Néanmoins je rajouterai un point sur le fait que, si les partis révolutionnaires et indépendants doivent être tolérés, ce n'est pas le cas des organisations contre-révolutionnaires, et de celles qui trahissent ouvertement le mouvement prolétarien (en rompant avec l'internationalisme en pleine guerre inter-impérialiste par exemple), et qu'il faut lutter contre le fétichisme démocratique bourgeois selon lequel, si les ouvriers élisent des délégués contre-révolutionnaires, alors il faut l'accepter et ne pas faire en sorte de faire tomber les dits soviets en question, peu importe leur contenu et leur ligne programmatique. Ainsi il faut donc apporter une dénonciation du formalisme démocratique qui transforme les soviets en une sorte de parodie qu'on pourrait nommer 'parlements ouvriers informes' (comme le faisait Trotsky⁵⁰, ironie du sort quand on sait ce qu'il pourra préconiser par la suite), et reconnaître la nécessité de créer des clubs à la base pour renforcer la pression sur les soviets locaux. On peut dire que Trotsky, qui reste malgré tout une importante figure de l'histoire du mouvement prolétarien, a, en raison de son soutien à l'antifascisme bourgeois en Espagne en 1936/1939 comme les anarchistes de la CNT⁵¹ et de son fâcheux « soutien inconditionnel à l'État ouvrier dégénéré qu'est l'URSS⁵² » pendant la seconde guerre mondiale inter-impérialiste, se range sur ces deux aspects du côté de la contre-révolution (en dépassant le stade de l'opportunisme). De plus, il a également commis une regrettable erreur qu'il convient de critiquer en pensant que défendre, même temporairement, un prétendu « gouvernement ouvrier » composé entre autres du PCF et de la SFIO⁵³ puisse être un tant soit peu pertinent pour le prolétariat sous le prétexte qu'il s'agissait de partis « populaires » (dans la continuité des réformes démocratiques bourgeoises qu'il a défendu antérieurement pour le Royaume-Uni et les États-Unis, cela s'explique aussi par sa conception de la révolution permanente qui peut parfois être confuse) ... Cette manœuvre opportuniste découle elle-même de la tactique préconisée par la 3ème Internationale en dégénérescence nommée « front-uni »⁵⁴ et que les trotskystes ont continué de défendre, comme le programme de transition de Trotsky et de la quatrième internationale⁵⁵ par la suite, même si la plupart parmi eux s'opposent effectivement au « front populaire », aux conceptions nationalistes et étapistes des staliniens contre-révolutionnaires ainsi que leur théorie anti-marxiste et anti-communiste du « socialisme dans un seul pays ».

Enseignements historiques et perspectives actuelles

Les expériences historiques, comme la Révolution russe et les conseils ouvriers allemands, montrent la complexité de l'articulation entre parti et conseils. En Russie, les soviets de 1917 ont joué un rôle central dans la prise du pouvoir, mais leur affaiblissement s'explique par des conditions matérielles dramatiques : guerre civile, isolement et épuisement du prolétariat. Les bolcheviks, initialement, loin d'être de simples substitutionnistes bureaucratiques qui auraient soi-disant commis un coup d'État en octobre 1917 comme certains le disent (que ce soit la propagande bourgeoise hégémonique, les mencheviks, les anarchistes, les communistes ou encore les conseillistes), ont d'abord légitimement agi avec le soutien des masses ouvrières dans un contexte d'urgence pour préserver le pouvoir ouvrier dans le cadre d'une révolution double, tout en reconnaissant leurs propres limites, comme en té-

⁴⁹. Réunion du Conseil central de la Ligue, 17-9-1850

⁵⁰. *Terrorisme et communisme*, Trotsky.

⁵¹. La position de Trotsky sur la guerre civile en Espagne.

⁵². Wikirouge : *Défense de l'URSS* par Trotsky.

⁵³. Discussion sur l'histoire de *l'Opposition de gauche*.

⁵⁴. Le Komintern et le front unique.

⁵⁵. Critique du Programme de Transition de Trotsky.

moignent les critiques de Lénine sur la bureaucratisation de l'État soviétique. Typiquement on peut mentionner sa lettre envoyée à Miasnikov en 1921 sur le sujet qui est très intéressante : « *Revitaliser les Soviets, assurer la coopération des sans-parti, leur laisser vérifier le travail des membres du Parti : ceci est absolument vrai. Ce travail-là a à peine commencé*⁵⁶. » D'autant que celui-ci était déjà sur cette ligne en 1918 : « *le socialisme ne peut pas être mis en œuvre par une minorité, par le Parti. Cela ne peut être mis en œuvre que par des dizaines de millions de personnes, lorsqu'ils auront appris à le faire eux-mêmes*⁵⁷. » Malgré le fait que ce dernier se trompera également sur l'approbation d'une mesure en 1921 (année particulière en matière de recul de la révolution y compris sur le plan international avec la politique externe de l'IC qui alternera de plus en plus entre défense de la révolution mondiale et des compromis opportunistes avec certaines bourgeoisies nationales « d'États opprimés par l'impérialisme occidental » pour défendre les intérêts spécifiques en matière de stabilisation économique et politique de l'État soviétique ...) interdisant les fractions du parti, qui même si celle-ci était censée être temporaire dans un contexte de crise, a eu pour conséquence de marginaliser davantage la gauche communiste russe, au profit des fossoyeurs internes de la révolution. Celle-ci ne l'a pas laissé indemne non plus à ce propos, tout comme Trotsky même s'il évoluera plus tard en ce qui concerne la dissociation des conseils et du parti, la question du syndicat et de la militarisation du travail, à propos de la Chine et de l'autonomie du prolétariat contre le Kuomintang, le fait d'en finir avec le modèle de gestion unipersonnelle avec des directeurs d'usine sans pouvoir de contrôle réel des comités d'usines dans la participation à l'élaboration du plan de production (et la façon de les appliquer) via les soviets locaux et centraux, évolution qu'on pourra également constater concernant le sujet du taylorisme etc.⁵⁸

Il convient tout de même d'évoquer brièvement le cas de la répression d'ouvriers grévistes pendant la guerre civile en Russie, qui a d'ailleurs été dénoncée par la gauche communiste russe car il aurait fallu tout faire pour négocier avec eux, même si en effet leurs revendications étaient souvent irréalisables dans les conditions extrêmement tendues de famine et de guerre civile. Parfois lors de certaines grèves, il y avait également des éléments contre-révolutionnaires mencheviks ou SR (même de gauche) qui s'y implantaient pour chercher littéralement à renverser l'État soviétique tout court sans compromis, cela n'a guère arrangé les choses⁵⁹. De même en ce qui concerne les putschs commis par les bolcheviques de soviets passés entre les mains de mencheviks ou de SR étant donné que ces derniers souhaitaient activement le renversement de l'État soviétique. Pour les SR de gauche plus spécifiquement, qui au départ dirigeaient carrément avec les bolcheviques le Sovnarkom, le tournant décisif s'opère depuis le traité de Brest-Litovsk notamment considéré comme nécessaire temporairement par Lénine pour survivre, et il y a également eu une répression d'anarchistes comme ce fut le cas pour les gardes noirs en 1918 qui appelaient à s'armer contre les bolcheviques et l'État soviétique via leur presse⁶⁰ ainsi que des abus de la Tcheka là-dessus. Sans même parler des révoltes paysannes contre-révolutionnaires comme celle de Tambov par exemple, il y a également eu l'insurrection des marins de Cronstadt qui défendaient certaines revendications clairement légitimes (dont quelques-unes étaient directement inspirées de la constitution soviétique de 1918), d'autres comme le fait d'accorder une totale liberté dans un contexte aussi dangereux à des « socialistes révolutionnaires » qui en réalité faisaient en sorte de détruire la révolution le sont beaucoup moins en revanche. Outre leur confusion politique concernant la question de la petite bourgeoisie paysanne (dont leur lien avec les SR par exemple), du commerce et le souhait exprimé à de nombreuses reprises de 'soviets sans communistes' qui était différent de leur demande légitime d'autonomisation des soviets par rapport au parti. Il faut cependant rappeler que malgré le fait que les bolcheviques semblaient avoir des raisons légitimes de réprimer Cronstadt selon l'historien Paul Avrigh⁶¹ (outre les cas assez graves d'antisémitisme/racisme documentés historiquement concernant plusieurs marins influents parmi eux, cela est surtout en relation avec le contexte international, par exemple la Pologne, à proximité, avec le risque imminent d'invasion impérialiste et l'occasion rêvée pour les contre-révolutionnaires de prendre le contrôle de la forteresse), cela n'infirme en rien l'énorme responsabilité des bolcheviques dans leur refus de négocier pour faire en sorte d'éviter cette tragédie qui concernait aussi des marins de Cronstadt qui initialement ont participé à la révolution d'octobre 1917 et qui pour beaucoup faisaient partie du camp prolétarien comme l'affirmait à juste titre Miasnikov et certains bolcheviques présents sur place (néanmoins une grande partie d'entre-eux venait aussi de la paysannerie notamment en 1921, cependant cela ne justifie toujours pas cette grave erreur qui a participé à intensifier davantage la substitution du parti sur les soviets⁶²). D'autre part, il me semble que la position prise sur ce sujet au sein de la gauche communiste italienne par *Bilan*, Vercesi et la tendance *Battaglia Comunista* de Damen et qui

⁵⁶. A Letter To G. Myasnikov, Lénine.

⁵⁷. Extraordinary Seventh Congress of the RCP(B.), Lénine.

⁵⁸. L'URSS et les tâches de l'époque de transition, Trotsky.

⁵⁹. Crimes et violences de masse des guerres civiles russes (1918-1921).

⁶⁰. Lev Choronyme.

⁶¹. Kronstadt 1921 – Paul Avrigh.

⁶². 1921 : Kronstadt, début de la contre-révolution ?

dénonce les abus de la terreur rouge est pertinente. Car même si la violence de classe révolutionnaire sera indispensable (comme finira clairement par l'admettre Rosa Luxemburg lors de l'insurrection spartakiste), celle-ci ne peut pas s'effectuer tout le temps de la même façon indépendamment du groupe d'individus en question qu'elle vise et du contexte⁶³. On pourrait également parler du conflit entre l'Ukraine makhnoviste qui ne défendait pas les mêmes intérêts de classe que les bolcheviques⁶⁴, et qui menait une politique paysanne petite-bourgeoise pro-troc régionaliste très critiquable sur beaucoup de points outre les pillages anti-ouvriers contre les greniers de soviets, en ayant même cherché à s'allier avec les autres armées vertes, le pogromiste Petlioura, ainsi que Grigoriev et ses troupes également responsables de pogroms⁶⁵. Cela n'enlève pas que les bolcheviques ont aussi commis des erreurs à ce propos. En résumé, l'échec de la révolution mondiale a quant à lui scellé la dégénérescence de l'expérience soviétique, ce qui a eu un impact dévastateur pour le prolétariat mondial, mais cette expérience (de par ses apports bénéfiques, mais aussi à travers ses erreurs à ne pas reproduire) demeure toujours une leçon historique essentielle pour les communistes d'aujourd'hui.

En Allemagne, l'absence d'un parti révolutionnaire fort et ancré dans les conseils (en plus de l'influence énorme de la bourgeoisie et des syndicats réformistes) a permis à la social-démocratie de détourner le potentiel révolutionnaire. Ces expériences soulignent l'importance d'un parti communiste d'avant-garde, porteur d'un programme communiste clair, capable de militer au sein des conseils sans se substituer à eux, comme ce fut malheureusement le cas avec le Sovnarkom en Russie, initialement conçu comme une mesure temporaire et soumise encore à l'approbation des conseils, mais ayant conduit à une autonomisation excessive par rapport à la base des soviets, à partir du printemps 1918 en particulier, en raison de divers facteurs évoqués précédemment, malgré la défense de la révolution mondiale du prolétariat.

Dans le contexte actuel de crise du capitalisme, les communistes révolutionnaires doivent s'inspirer des leçons du passé pour construire un parti prolétarien, capable de militer au sein des organes d'auto-organisation afin de défendre une perspective communiste internationaliste. Par ailleurs la ligne portée par les camarades de la TCI lors de leur tract (pour les mobilisations du 10 et 18 septembre) à ce propos m'apparaît extrêmement pertinente :

- « *pour nous défendre, nous ne pouvons pas nous en remettre aux syndicats et aux partis institutionnels, qui ont suffisamment démontré au fil des années qu'ils étaient les alliés dociles du capital. Il nous faut en finir avec les grèves éparses, les journées d'action et les manifestations promenades, en finir avec le pacifisme et le légalisme. Nous devons renouer avec nos méthodes de classe. Nous organiser de manière indépendante en assemblée ou en comité, élargir et généraliser la lutte. Il n'existe pas d'autre voie, pas de raccourci pour empêcher la rechute dans la barbarie que nous promet le capitalisme*⁶⁶. »

Conclusion

L'articulation dialectique entre parti et conseils repose sur le principe de l'auto-émancipation prolétarienne. Les conseils ouvriers, en tant qu'organes de la dictature du prolétariat, sont l'expression de l'auto-organisation de la classe, mais ils ne peuvent garantir la victoire révolutionnaire sans une orientation communiste claire. Le parti révolutionnaire, émanant de la fraction la plus consciente du prolétariat, doit être un outil au service de la classe, participant activement aux conseils sans jamais chercher à se substituer à eux. En restant fidèle à ce principe, les communistes révolutionnaires (pléonasme) peuvent contribuer à la construction d'une société sans classes, sans exploitation et sans État, en s'appuyant sur les leçons historiques des luttes prolétariennes passées.

Reda

⁶³. *La question de l'État*, Octobre n°2 - Mars 1938.

⁶⁴. *The Makhno Movement and Bolshevism*.

⁶⁵. *Kontrrazvedka, The story of the Makhnovist intelligence service*, Vyacheslav Azarov.

⁶⁶. *Aucun sacrifice pour renflouer les caisses de l'État ! Luttons pour nous défendre et non pour sauver l'économie nationale !*

« Les conseils ouvriers et le parti de classe » : ou comment le conseillisme, chassé par la porte, revient par la fenêtre

Le texte *Les conseils ouvriers et le parti de classe* s'inscrit dans le cadre de la Gauche communiste et plus particulièrement des « frontières de classe » que la TCI, le CCI, le GIGC, voire d'autres groupes ou cercles encore, partagent. C'est donc dans ce cadre qu'il convient de se prononcer sur cette contribution individuelle. Au delà du simple fait qu'elle apporte des points de clarification et de réappropriation historique, elle cherche à rejeter « toute forme de substitutionnisme ou de fétichisme organisationnel. » Grossièrement et si nous avons bien compris le texte : le substitutionnisme consisterait essentiellement à substituer l'action des masses prolétariennes par l'action du parti. Il concernerait principalement les groupes du courant dit bordiguiste. Le fétichisme organisationnel concernerait « le fétichisme des conseils, caractéristique du conseillisme [qui] idéalise la forme conseil comme une solution universelle », comme une garantie pour la lutte prolétarienne.

Précisons d'entrée que, selon nous, les dangers opportunistes du substitutionnisme et du conseillisme n'affectent pas les seuls courants politiques précités. Leurs effets ou influences s'exercent sur l'ensemble du camp prolétarien – y compris nous-mêmes. Rajoutons aussi qu'il nous semble que le danger du conseillisme est toujours actuel, au point même qu'il touche et affecte régulièrement des groupes « pro-parti » et même dits bordiguistes. De plus, substitutionnisme et conseillisme ne se réduisent pas à la simple question proparti-anti-parti, mais aussi à la compréhension de la dynamique de la lutte des classes. Nous étendons donc la catégorie « conseillisme » à toutes les formes d'« économisme » qui rejettent plus ou moins ouvertement le caractère et la dimension politique des luttes ouvrières propres au « phénomène universel de la grève de masse », pour paraphraser Rosa Luxemburg⁶⁷. C'est donc aussi à l'aune de cette lutte permanente **au sein du camp prolétarien comme un tout** que nous devons évaluer si cette contribution remplit son objet.

Le texte s'articule d'abord autour de principes généraux sur « *les conseils ouvriers, expression de l'auto-organisation prolétarienne (...) et le parti révolutionnaire, outil important au service du prolétariat.* » Ensuite, sa partie centrale, *contre le substitutionnisme et le fétichisme*, argumente à partir de l'expérience de la Révolution russe pour établir le combat contre le substitutionnisme et le fétichisme d'organisation. Enfin, les dernières parties traitent du « rôle du parti, vigilance et clarification pro-

grammaticale » et des « enseignements historiques et perspectives actuelles. »

Nous voulons attirer l'attention du lecteur sur deux passages en particulier : « *les conseils ouvriers, ou soviets, incarnent l'auto-organisation de la classe ouvrière* » et « *le parti (...) doit émerger des luttes prolétariennes.* » À première vue, les deux formules semblent tout à fait cohérentes avec les deux principes communistes selon lesquels « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » et l'« *organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique.* » Pourtant, nous allons voir que l'argumentaire qui les sous-tend laisse la porte ouverte à des concessions au conseillisme, parfois même des concessions d'ordre anarchisante et démocratique, alors même que la contribution réaffirme la « nécessité du parti ».

Auto-organisation de la classe ou organisation des luttes prolétariennes ?

Le texte se réfère donc aux conseils ouvriers comme étant « *les organes unitaires d'auto-organisation du prolétariat.* » Le terme « auto-organisation » est utilisé par neuf fois dans le texte. Celui d'« auto-émancipation » quatre fois. Il est juste de considérer les soviets ou conseils ouvriers comme des « organes unitaires » de la classe, c'est-à-dire regroupant l'ensemble des prolétaires en lutte et pour leur lutte. Par contre, le terme d'« auto-organisation » est toujours au moins ambiguë, quand il n'est pas directement retourné et utilisé contre le développement des combats prolétariens.

Pour notre part, nous préférons parler de « l'organisation de la lutte prolétarienne selon et pour des tâches précises » plutôt que l'abstraite et dangereuse « auto-organisation ». Les prolétaires en lutte s'organisent pour mener telle ou telle action, surtout lorsqu'ils prennent conscience que les syndicats s'y opposent directement ou indirectement ; ils se réunissent en assemblée générale pour décider d'une grève ou non ; pour nommer un comité de grève ; ou pour décider d'envoyer une délégation massive à tel ou tel lieu de travail, à telle ou telle manifestation de rue. Ils se dotent de comités de grève pour organiser et centraliser la lutte et de tout autre « comité » regroupant les comités de grève pour les centraliser à un échelon supérieur. Mais il peut aussi arriver que l'assemblée comme un tout ne soit pas disposée à envoyer telle ou telle délégation massive pour étendre la grève, en général parce que les syndicats réussissent à s'y opposer. Alors, une partie des travailleurs, « formellement minoritaires » au sein de l'assemblée générale, peut très bien aussi s'organiser, sous une autre forme, pour chercher à

⁶⁷. Nous renvoyons les lecteurs à la contribution sur *Lutte en masse et marche à la guerre* parue dans le numéro précédent (<https://igcl.org/Contribution-Lutte-en-masse-et>).

étendre la lutte ou à la développer par tel ou tel moyen de type organisationnel. Ou pour aller participer à telle ou telle manifestation de rue, etc. Au contraire du fétichisme d'organisation, cette position politique sur l'organisation des prolétaires en lutte pour répondre aux besoins de celle-ci signifie que les formes d'organisation changent selon les moments et les lieux, selon les besoins immédiats de toute lutte, qu'elle soit locale et limitée, ou bien étendue, voire généralisée.

L'expérience de la révolution allemande de novembre-décembre 1918 à laquelle le texte se réfère, nous montre comment l'« auto-organisation », érigée en principe abstrait, voire pire en fétiche, peut très bien se retourner contre le prolétariat en lutte et être sciemment utilisée par la bourgeoisie, en particulier ses forces de gauche et gauchistes. C'est au prétexte qu'ils n'étaient pas délégués d'entreprise que la sociale-démocratie réussit à interdire Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht de participer au congrès des conseils d'ouvriers et de soldats du 16 décembre 1918. Au final, comme le souligne Trotsky dans *Leçons d'octobre*, les conseils surgis en novembre 1918 furent très vite vidés de leur fonction d'organe de l'insurrection et, encore plus, du pouvoir prolétarien par l'action même des forces contre-révolutionnaires, en tout premier lieu du parti social-démocrate. Dans ce cas, l'« auto-organisation » de la classe s'est retournée contre la classe en Allemagne.

« Ces conseils ne sont pas de simples organes de gestion temporaire, mais des embryons du pouvoir prolétarien », dit le texte. C'est juste mais pas suffisamment précis. Nous préférons la formule de Trotsky : les conseils ou soviets en tant que « qu'organes de l'insurrection et organes du pouvoir prolétarien ». Elle est plus claire car elle fournit et précise la ligne d'orientation qui doit présider aux choix des tactiques et mots d'ordre successifs du parti, en tant que « direction politique du prolétariat », dans les conseils et, surtout, dans la classe comme un tout – autrement dit l'« articulation dialectique » **concrète** entre le parti et la classe. En effet, la finalité du « phénomène universel de la grève de masse », telle que l'expérience russe de février à octobre 1917 nous l'enseigne et que Lénine souligne, est précisément l'insurrection prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat. C'est donc toujours à l'aune de l'évolution du « véritable rapport de forces entre les classes en présence déterminant nos tâches⁶⁸ » pour paraphraser ce dernier, c'est-à-dire entre le prolétariat et l'État bourgeois, que doivent être définis et adoptés les orientations et les mots d'ordre du parti dans les luttes ouvrières en général et dans les périodes de mobilisation de masse. Notre position et nos interventions se fondent sur la bataille entamée par Lénine, à partir des

thèses d'avril 1917, dès son retour en Russie. Elle visait précisément à faire des conseils des organes de l'insurrection et de pouvoir prolétariens. C'est alors la perspective de l'insurrection et du pouvoir de classe qui détermine la succession – et les changements – des orientations et des mots d'ordre tactiques avancés par les bolcheviques de février à octobre : grossièrement, « tout le pouvoir aux conseils » d'avril à juillet, abandon du mot d'ordre jusqu'à l'échec de Kornilov, et reprise du mot d'ordre « tout le pouvoir... » en septembre. Mais alors il acquiert un autre contenu puisque les masses, dans les usines et les rues, mais aussi en nommant des délégués bolcheviques aux soviets, se retrouvent sur la même ligne que les bolcheviques en adhérant, reprenant et mettant en pratique leurs orientations.

Ce qui est vrai pour une période révolutionnaire l'est aussi pour les luttes immédiates d'aujourd'hui. Le fétichisme de l'auto-organisation, a fortiori assembléiste, réduit d'autant, sinon complètement, la reconnaissance et la compréhension de chaque lutte ou mobilisation prolétarienne, de ses batailles gagnées et perdues, de son essor et de son déclin, de ses flux et reflux à une question de forme d'organisation. Mesurer la dynamique de chaque lutte ou mobilisation au seul niveau d'« auto-organisation » plus ou moins abouti tourne le dos à la compréhension de l'évolution réelle du rapport de force entre prolétariat et bourgeoisie tant de manière locale et immédiate qu'international et historique. Ce faisant, la voie s'ouvre aux forces bourgeoises en milieu ouvrier, syndicats et gauchistes, pour au nom de « l'auto-organisation à sauvegarder »⁶⁹ vider assemblées générales, comités de grève, coordinations ou encore conseils ouvriers de leur fonction vitale d'extension, de généralisation et d'unification de la lutte prolétarienne ; puis d'insurrection et d'exercice de la dictature de classe pour les conseils ouvriers.

La question n'est donc pas l'« auto-organisation » de la classe en soi et par principe, mais quels sont les différents types d'organisations unitaires, visant à rassembler l'ensemble des prolétaires en lutte, dont se dotent le prolétariat en fonction des besoins et des moments de son affrontement à l'appareil d'État⁷⁰.

⁶⁹. En particulier par l'interdiction faite aux révolutionnaires et à leurs organisations politiques d'y intervenir. Ce fut le cas en décembre 1918 pour Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. C'est souvent le cas aussi dans les luttes ouvrières contemporaines lorsqu'elles se dotent d'assemblées ou de « coordinations » comme dans les années 1970 et 1980.

⁷⁰. Comme nous l'avons dit plus haut, des forces « pro-parti » peuvent être tout autant affectées par l'idéologie conseilliste et le fétichisme organisationnel : « le remède aux orientations défaitistes de ces organisations [les syndicats] ne réside pas dans l'élaboration d'un quelconque plan de bataille, mais dans l'organisation indépendante de classe. » (Le Prolétaire 558, *Crise politique et lutte de classe*) « Organisation indépendante de classe » ? Pour *Le prolétaire* 558 toujours, il s'agit de « la reconstitution des organisations syndicales » (Riposte de

⁶⁸. Lénine, *Le double pouvoir*, avril 1917.

Le parti au service de l'auto-organisation ou dirigeant de la lutte prolétarienne ?

Cette formule d'« auto-organisation », du moins la tendance à sa fétichisation, induit donc une intervention de parti principalement basée sur celle-ci. Malgré l'affirmation de la nécessité du parti et le rejet formel du conseillisme, la contribution du camarade nous montre ô combien nettement comment cette focalisation sur l'« auto-organisation » reste fondamentalement sur le terrain du conseillisme.

« *Le Parti ayant vocation à devenir international/mondial doit émerger des luttes prolétariennes* comme la cristallisation de la fraction la plus consciente du prolétariat, portant un programme communiste clair permettant ainsi une praxis révolutionnaire conséquente. **Il doit rester ancré dans l'auto-organisation prolétarienne**, tout en luttant contre les dérives opportunistes néfastes qui, historiquement, ont souvent menacé les intérêts du prolétariat, même en période révolutionnaire. » (nous soulignons)

Le parti est une fraction de la classe ouvrière. Il en est une partie et non un élément extérieur. Le conseillisme le plus grossier est donc rejeté. Cependant, la formule « *le parti doit émerger des luttes prolétariennes* » est pour le moins ambiguë, car elle laisse la fenêtre suffisamment ouverte pour qu'il revienne aussitôt. On peut en déduire que le parti est le produit des luttes immédiates de la classe, ce que Lénine combat à raison dans *Que faire ?* contre le conseillisme d'alors, à savoir l'économisme. Le parti, tout comme la conscience de classe ou « conscience communiste », ne peut pas être le produit des luttes immédiates du prolétariat⁷¹. Les deux sont les produits de la lutte historique du prolétariat dont le parti est la fraction la plus consciente et la plus déterminée. Considérer le parti comme le produit des luttes immédiates laisse entendre que la conscience de classe – contrairement à son extension dans les rangs ouvriers – est elle-aussi déterminée par les luttes ouvrières immédiates. Il en résulte que le rôle de l'organisme spécifiquement chargé de matérialiser, défendre et « renvoyer » au prolétariat comme un tout cette conscience communiste est donc pour le moins sous-estimé, réduit, quand il n'est pas ouvertement nié pour les conseillistes les plus fervents.

Le parti doit rester « *ancré dans l'auto-organisation du prolétariat* » – dans le cas où on accepte l'usage du terme « auto-organisation » – ne veut pas dire grand-chose du point de vue de l'intervention de parti, de son rôle et de la bataille qu'il doit mener pour diriger les luttes ouvrières. Nous y opposons que le parti doit lut-

ter et chercher à assumer la « direction politique » de la classe comme un tout, et bien sûr dans et de ses organisations unitaires de lutte, assemblées, comités de grève, conseils, etc. dont elle se dote pour les besoins successifs de ses luttes.

La phrase, « *le parti n'a pas vocation à se substituer aux conseils ou à les diriger de manière bureaucratique* », vise certainement à répondre aux anarchistes et conseillistes qui rejettent la fonction centrale et indispensable du parti. Malheureusement, le texte ne réussit pas à se dégager de leur terrain. Il n'arrive pas à présenter clairement et « positivement » le rôle du parti, ici dans les conseils : « *Les membres du parti doivent chercher à être élus par la base, de manière démocratique... le parti doit continuer de jouer un rôle de clarification idéologique et d'orientation stratégique. (...) La direction du mouvement ouvrier [devrait] être effectuée par son avant-garde organisée (...) et cela grâce à la lutte menée par en bas et via la propagande.* »

« La base », « de manière démocratique » ? Si l'on introduit qu'il existe une « base » dans les conseils ouvriers, on suppose qu'il y un « sommet », une hiérarchie en leur sein, auquel la base doit s'opposer – c'est la thèse dès les années 1920 de ceux qui allaient devenir conseillistes dans les années 1930 – Gorter en particulier. Pourquoi cette référence à « manière démocratique » ? Y a-t-il une « manière démocratique » en soi ? Valable en toutes circonstances et pour... toutes les classes ? En voulant leur répondre, le texte reste sur le terrain des conseillisto-économistes, si proches de l'anarchisme et du démocratisme petit-bourgeois. Pour notre part, nous préférons la formule qui voit les assemblées ouvrières « nommer » leurs délégués, les mandater et, éventuellement les révoquer.

Il est vrai que le texte rappelle que Marx et Engels estimaient « *que la direction du mouvement ouvrier devait être effectuée par son avant-garde organisée.* » Très bien. La position conseilliste est une nouvelle fois formellement rejetée. Malheureusement elle est réintroduite dès la phrase qui suit : « *grâce à la lutte menée par en bas et via la propagande (il n'est pas question de s'imposer d'office par en haut, mais que la fraction la plus conscientisée du prolétariat cherche pleinement et légitimement à assurer un rôle de boussole)* » La lutte menée par « en bas » ? Et non en « *s'imposant par en haut* » ? Nous renvoyons aux commentaires précédents sur cette « opposition bas-haut ».

« *Le parti doit être un outil au service de la classe, actif au sein des conseils, sans chercher à les transformer en coquilles vides, ni en simples chambres d'enregistrement.* » Que les forces bourgeoises en milieu ouvrier, syndicats et gauchistes, cherchent à vider les conseils de leur fonction est logique et attendu. Mais pourquoi le parti du prolétariat chercherait à transformer les conseils en coquilles vides ? Pourquoi une telle crainte et méfiance

classe aux attaques capitalistes... <https://www.pcint.org/>

⁷¹. Ce qui ne veut pas dire que les luttes immédiates, plus ou moins développées, ne puissent pas être un moment – un plus ou moins « petit » moment – du développement de la « conscience communiste » et de l'expérience et influence du parti ou des groupes communistes.

en soi, *a priori*, quasi par principe, à l'égard du rôle dirigeant du parti⁷² ? Si tel est le cas, le parti n'est plus le parti, ou du moins il est gagné par l'opportunisme et le rapport des forces entre les classes est en train de s'inverser. « *Le parti dégénère quand il n'est plus l'expression fidèle de l'évolution du prolétariat et ce phénomène de décalage n'est pas déterminé par le parti mais par la modification des rapports entre les classes. Plus tôt l'on se rend compte de ces modifications et plus vite l'on peut nettoyer le parti de classe et permettre au prolétariat de poursuivre sa marche en avant*⁷³. »

Dans le moins mauvais des cas, ces formules gortériennes, osons-nous dire, ne présentent aucune valeur du point de vue concret de la lutte ouvrière et du rapport parti-classe, du point de vue de « *l'articulation dialectique entre le parti communiste et les conseils prolétariens* » pour reprendre le titre donné au texte. Dans le pire, nous ne doutons pas qu'elles puissent être reprises par tel ou tel groupe révolutionnaire, voire des individus sous influence conseilliste pour sous-estimer, voire nier, le combat **politique** central que doivent mener les avant-gardes révolutionnaires dans les luttes elles-mêmes pour imposer leur extension et généralisation ; et par des groupes ouvertement gauchistes pour établir et justifier la constitution artificielle et prématurée d'assemblée générale inter-pro ou autres et interdire les interventions de groupes politiques au nom de la « base » et de « l'auto-organisation démocratique » – le groupe trotskiste *Révolution permanente* en France s'en est fait la spécialité.

Loin de devoir « s'ancrer » dans une quelconque forme d'« auto-organisation », loin de s'enfermer dans un quelconque fétichisme d'organisation, le parti intervient dans la classe, non pas en défendant l'organisation en soi, mais pour y présenter et avancer orientations et mots d'ordre correspondant aux besoins et moments des luttes, y compris d'ordre organisationnel si nécessaire ; pour en gagner et en assurer la direction politique autant que possible ; et en appelant aussi les ouvriers à assumer le confrontation contre les forces bourgeoises en milieu ouvrier qui cherchent à saboter et s'opposer à leur combat, tout en faisant mine de le soutenir. Dans toute période de luttes ouvrières, dans toute mobilisation, limitée ou se généralisant, locale ou étendue, massive ou non, dans des périodes

non-révolutionnaires ou prérévolutionnaires et révolutionnaires, le parti intervient – évidemment en fonction de ses forces réelles et de ses priorités – dans la classe comme un tout.

Une des mesures, parmi d'autres, du développement effectif de toute lutte prolétarienne face à la bourgeoisie et à son État, et pour évaluer l'évolution du rapport de force entre prolétariat et bourgeoisie tant au plan local et immédiat qu'international et historique, est l'influence et le degré de « direction politique » que les minorités révolutionnaires réussissent à gagner dans les mobilisations prolétariennes et, le cas échéant, dans les organisations unitaires et les conseils ouvriers. Elle se juge à l'aune de la présence politique plus ou moins affirmée et étendue, à l'influence plus ou moins large parmi les masses en lutte, et **surtout** à la reprise plus ou moins accomplie par les masses des mots d'ordre du parti et leur réalisation effective. Lorsque c'est nécessaire pour les besoins de la lutte, les assemblées prolétariennes nomment comme délégués les prolétaires et militants les plus combattifs et déterminés⁷⁴. Parmi ceux-ci on trouve ceux qui sont aussi les plus clairs politiquement, les plus capables de porter orientations et mots d'ordre correspondant à l'efficacité immédiate du combat ; ceux-là même qui sont les plus en capacité de permettre aux prolétaires en lutte, et plus largement au « tout », la classe « comme un tout », de les mettre en œuvre. Or précisément, le parti et ses membres sont – par définition si l'on peut dire tout en sachant que cela doit être vérifié dans les affrontements de classe – les plus disposés à avancer les orientations et les mots d'ordre correspondant aux besoins successifs des luttes que la classe « comme un tout » – aucun critère de majorité ou minorité « démocratique » ici – doit reprendre et réaliser dans la pratique. Il en résulte que les révolutionnaires et tout particulièrement les membres du parti sont ou finissent par être nommés comme délégués dans les comités de grève, dans les conseils ; bref dans tous les organes de centralisation et d'unification de la lutte prolétarienne. Et il est difficile d'envisager qu'il en sera différemment lors de la dictature prolétarienne elle-même.

Il y aurait encore d'autres passages d'ordre « conseilliste » à relever dans cette contribution. Nous

⁷². Parce qu'on cède du terrain aux critiques d'ordre conseilliste et anarchiste sur les méchants bolcheviques et l'aspirant dictateur Lénine qui, dès l'instauration de la dictature du prolétariat en Russie, s'empressèrent de vider les soviets de leur pouvoir et de toute vie prolétarienne ? Nous ne pouvons pas revenir ici sur la réalité et les difficultés innombrables auxquelles le prolétariat se trouva confronté de 1918 à 1921 du fait de l'isolement de la Révolution russe et de l'échec de la vague révolutionnaire internationale de 1918 à 1921, à commencer par les défaites successives et toujours plus profondes du prolétariat en Allemagne.

⁷³. *Bilan* 39, Lénine, Luxembourg, Liebknecht, 1937.

⁷⁴. Évidemment de nos jours, lorsque la classe ouvrière se dote de ses organes de lutte propres, elle tend à le faire en dehors des appareils syndicaux. Pour autant, ceux-ci, particulièrement les délégués syndicaux radicaux, gauchistes et parfois dits « de base », apparaissent aussi comme parmi les plus déterminés et actifs. Il en résulte qu'ils sont aussi bien souvent nommés par les assemblées. Pour les communistes, il y a donc aussi un combat, souvent tactique, à mener au sein des organisations unitaires de la classe contre toutes les formes de syndicalisme. Nous renvoyons de nouveau à l'expérience des bolcheviques et aux thèses d'avril 1917 en tant qu'elles affirment les principes et les modalités « tactiques » pour ce combat particulier.

voulons en souligner un autre en particulier, car il renvoie aussi à la nature de classe du gauchisme et à l'indispensable rupture politique avec celui-ci. En critiquant le substitutionnisme, le texte affirme que « *les maoïstes et autres staliniens/bonapartistes contre-révolutionnaires vont en réalité au-delà du paroxysme de cette caricature bureaucratique blanquiste.* » La formulation est dangereuse. Bien que les dénonçant clairement comme contre-révolutionnaires, émettre que des forces bourgeoises tels les staliniens « iraient au-delà du substitutionnisme » revient à les réintroduire au sein du camp prolétarien. L'opportunisme ne frappe pas les forces bourgeoises, mais les forces prolétariennes. Outre l'expression d'une incomplète rupture politique avec la nature de classe du gauchisme, la confusion introduite ici laisse la voie ouverte, de nouveau, à des concessions d'ordre démocratique et conseilliste, en particulier dans les luttes ouvrières et dans les conseils. Quel doit être le principal terrain de l'affrontement dans les luttes ouvrières avec les forces bourgeoises gauchistes : le respect de la démocratie, de la volonté de la « base », contre les volontés soi-disant substitutionnistes des gauchistes⁷⁵ ? Ou bien les intérêts immédiats de la lutte, son orientation, que l'on peut résumer – même au risque de la réduire – comme définie et déterminée par la nécessité d'élargir le combat autant que possible, de l'étendre et de l'unifier ?

D'autres questions à préciser...

Il est d'autres points qui mériteraient d'être soulevés. Relevons-en quelques uns en particulier. « *Il faut chercher à dépasser la dichotomie centralisme contre fédéralisme* », à propos de la période de transition du capitalisme ou communisme. Le communisme et la dictature du prolétariat qui le précède ne dépassent pas la dichotomie centralisme-fédéralisme, mais requiert et oppose le centralisme à toute forme de fédéralisme... qui ne peut qu'être d'ordre anarchisant.

Nous sommes évidemment d'accord sur le fait qu'il ne faut pas considérer les conseils ouvriers comme un parlement prolétarien. Sur cette question, nous nous retrouvons du même côté de la barricade, de classe, qui nous oppose à tous ceux, ils sont relativement plus nombreux qu'on peut le penser à première vue dans le camp prolétarien, à considérer que la dictature de classe devrait distinguer entre pouvoir exécutif et législatif comme le fait la démocratie bourgeoise. Cette vision est contraire à l'expérience historique du prolétariat et aux enseignements tirés par les révolutionnaires : « *La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à*

la fois. » (K. Marx, *La guerre civile en France*, 1871) Nous soulignons : la forme organisationnelle, ici la Commune, comme « **corps agissant.** »

Pointons aussi que nous ne sommes pas d'accord avec la position qui voit un caractère double de la Révolution russe, tel que mentionné dans la partie *Enseignements historiques et perspectives...* C'est la thèse bordiguiste, mais aussi conseilliste, qui voit un caractère à la fois bourgeois et prolétarien dans la révolution. Le caractère bourgeois serait dû à l'arriération économique de la Russie d'alors et aux tâches bourgeoises ou capitalistes qui en auraient découlé comme le développement du capitalisme d'État en Russie. Son caractère prolétarien serait – **et est** – dû à Octobre 17 et à l'instauration de la dictature du prolétariat

Parti politique d'avant-garde ou d'arrière-garde ?

Le lecteur l'aura compris : pour nous, malgré son intention de départ, la contribution ne réussit pas à se dégager des visions d'ordre conseilliste et démocratique sur le processus même de la lutte de classe prolétarienne. En fait, ces faiblesses ne sont pas le propre de son auteur. Elles touchent et affectent l'ensemble du camp prolétarien, y compris ses forces « pro-parti » se revendiquant de la Gauche communiste d'Italie. Il est une vision partagée que nous pouvons grossièrement résumer par l'attente d'un saut qualitatif entre les luttes économiques et les luttes politiques ou révolutionnaires. Pour beaucoup, seul le parti peut permettre ce qui est souvent appelé « la politisation des luttes ». Une des conséquences de cette vision est qu'elle tend à sous-estimer, voire à nier, la dimension dite « économique » des luttes ouvrières, y compris de la lutte révolutionnaire du prolétariat elle-même. Nous laissons ici de côté les positions conseillistes en général, et celle du CCI en particulier, tout comme les positions bordiguistes à la fois sur la question du parti et, surtout, sur le processus de la lutte prolétarienne.

L'essentiel du débat sur ces questions se concentre autour des positions que la Tendance communiste internationaliste défend et dont semble s'inspirer le texte⁷⁶. Parmi les différentes prises de position de la TCI dernièrement, nous avons relevé une **Déclaration** – initialement publiée en anglais le 17 janvier, *Au-delà du Venezuela : la route vers la guerre généralisée* : « *Notre guerre [Guerrilla war en anglais, guerriglia dans la ver-*

⁷⁵. L'expérience historique et notre propre expérience militante dans des mobilisations ouvrières nous enseignent que les révolutionnaires perdent toujours la bataille sur ce terrain-là, entraînant ainsi les prolétaires en lutte dans la défaite.

⁷⁶. Pour nous, la TCI reste pour l'heure la principale organisation du camp prolétarien autour de laquelle doivent se développer et s'organiser les débats et la clarification politiques en vue de dégager les voies programmatiques et politiques pour le parti de demain, autrement dit autour de laquelle le processus de « regroupement » doit s'organiser et s'articuler. Sur notre orientation vis-à-vis de la TCI, le lecteur peut se référer à *Révolution ou guerre #26* : Notre politique vis-à-vis du camp prolétarien et de la Tendance communiste internationaliste: <https://igcl.org/Notre-politique-a-l-egard-du-camp>.

sion italienne] contre le capital doit aller au-delà de la lutte pour les conditions quotidiennes. Nous devons aller au-delà de la revendication d'un 'capitalisme plus juste'⁷⁷ pour exiger l'abolition du système salarial lui-même. Cela exige un bond en avant dans la conscience de classe⁷⁸. » Ce débat traverse, de fait, la TCI elle-même. En effet, ce passage est en contradiction avec d'autres prises de position et surtout avec sa plateforme : « La tendance inéluctable du capitalisme à se diriger vers la guerre se matérialise aujourd'hui par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail du prolétariat. Les conditions matérielles de la lutte internationale du prolétariat contre ses exploiters sont donc réunies⁷⁹. »

Pour notre part, nous insistons au contraire sur l'affirmation toujours plus résolue de la « lutte pour les conditions quotidiennes » – autrement dit les conditions de vie et de travail des prolétaires, dont les salaires bien sûr – comme moment à part entière et indispensable au développement de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Loin d'opposer de manière métaphysique l'une à l'autre, nous considérons que la lutte pour les salaires est un moment de la lutte pour l'abolition du salariat. Jusqu'à l'avènement du communisme et la disparition des classes, le prolétariat restera classe exploitée et la lutte pour « les conditions quotidiennes » restera une dimension centrale du combat historique du prolétariat et un moment du combat pour le... communisme et l'abolition du salariat.

Il existe une unité entre le but révolutionnaire et la lutte constante pour les besoins immédiats du prolétariat, y compris dans les luttes quotidiennes de portée limitée. Cette unité s'incarne et se matérialise dans la dynamique de la grève de masse, les vagues de luttes qui s'étendent et unifient les combats prolétariens jusqu'à l'insurrection prolétarienne. En mobilisant le prolétariat en masse pour ses intérêts matériels collectifs, une telle dynamique crée à la fois la possibilité matérielle pour imposer des revendications économiques prolétariennes à la bourgeoisie, car elle influe sur le rapport des forces en faveur des prolétaires ; et elle établit une condition essentielle à l'insurrection proléta-

rienne en remettant en cause l'autorité de l'État. Il ne s'agit donc pas d'accomplir un saut qualitatif dans la conscience entre dimensions économique et politique, mais de mener le processus de la lutte de classe, plus concrètement de la grève de masse, à son terme. Loin d'appeler les travailleurs à « exiger l'abolition du travail salarié » ou à faire un saut qualitatif de l'économique au politique, les révolutionnaires ont pour tâche de fournir des orientations concrètes et réalisables aux prolétaires dans le cours même de cette dynamique. Cette tâche « d'avant-garde » politique leur est spécifique précisément parce qu'ils sont armés du programme communiste, celui-là même qui définit le prolétariat comme classe exploitée et révolutionnaire à la fois, qui leur permet d'élaborer au mieux les orientations générales et d'avancer les mots d'ordre immédiats en rapport avec l'évolution permanente du rapport de forces entre classes à partir et dans l'affirmation du combat pour « les conditions quotidiennes ».

« Il est hors du pouvoir de la social-démocratie de déterminer à l'avance l'occasion et le moment où se déclencheront les grèves de masse en Allemagne, parce qu'il est hors de son pouvoir de faire naître des situations historiques au moyen de simples résolutions de congrès. Mais ce qui est en son pouvoir et ce qui est de son devoir, c'est de préciser l'orientation politique de ces luttes lorsqu'elles se produisent et de la traduire par une tactique résolue et conséquente. On ne dirige pas à son gré les événements historiques en leur imposant des règles, mais on peut calculer à l'avance leurs suites probables et régler sa propre conduite en conséquence⁸⁰. »

Clarifier au mieux ces questions est un moment essentiel du combat pour le parti pour qu'il puisse intervenir à l'avant-garde, et non à la queue, des confrontations de classe qui ne manqueront pas du fait des conséquences de l'accélération de la marche à la guerre généralisée sur les conditions matérielles de vie du prolétariat. C'est donc dès aujourd'hui que se joue la capacité du futur parti à adopter le programme le plus clair possible et à garantir son unité politique maximale tout comme la conviction militante de ses parties et de ses membres à partir de son programme, ou plateforme, et autour des tactiques qui en découlent et en découleront.

Janvier 2026

⁷⁷. Nous laissons de côté ici ce qui, nous l'espérons, n'est qu'une formule maladroite car semblant associer « lutte pour les conditions quotidiennes », autrement dit les conditions matérielles économiques des prolétaires, tels les salaires par exemple, à « réformisme ». Si tel est le cas, cette position ou vision mène à la négation des luttes économiques... à la mode moderniste.

⁷⁸. <https://www.leftcom.org/fr/articles/2026-02-08/au-del%C3%A0-du-venezuela-la-route-vers-la-guerre-g%C3%A9n%C3%A9ralis%C3%A9e>

⁷⁹. Nous soulignons. Ou encore : « Notre rôle en tant que communistes, est de tout faire pour y participer, encourager la classe à répondre aux attaques du système, relier les attaques contre notre niveau de vie à l'économie de guerre dans tous les pays, et apporter une perspective internationaliste à la classe ouvrière au sens large. » (Pourquoi les annexions en Ukraine signent une nouvelle aggravation vers la guerre impérialiste mondiale ?, Octobre 2022)

⁸⁰. Rosa Luxemburg, *La grève de masse, parti et syndicats*,

Histoire du mouvement ouvrier

Lénine - Luxemburg – Liebknecht (*Bilan* #39, 1937)

Nous jugeons particulièrement utile de republier ce texte de 1937 de la Fraction italienne de la Gauche communiste au moment où tout indique que le capitalisme cherche à entraîner l'humanité dans une troisième guerre impérialiste mondiale. Nous ne cessons de le répéter : la clé de la situation historique repose sur la capacité du prolétariat international comme un tout à développer ses combats en masse face aux attaques du capital et finir par offrir à l'humanité son alternative révolutionnaire. Mais nous savons aussi que l'issue victorieuse – ou « efficace » si l'on préfère – pour le prolétariat du drame historique qui vient dépendra de la capacité des minorités révolutionnaires à fournir orientations et mots d'ordre correspondants et à constituer un parti communiste mondial suffisamment armé et uni pour diriger le prolétariat dans ces confrontations historiques. Or cette capacité ne tombera pas du ciel, ni ne viendra du seul « recrutement » de membres en soi. Elle viendra de leurs efforts et combats pour « renouer les fils de l'évolution historique » comme le dit Bilan, autrement dit à leur réappropriation historique du programme communiste et du legs de la Gauche communiste afin qu'elles puissent s'orienter au mieux dans les ouragans qui pointent à l'horizon.

Le cours accéléré et de plus en plus barbare vers la guerre que nous vivons aujourd'hui amène, presque mécaniquement, de nouvelles générations de militants en révolte vers les positions révolutionnaires. Or bien souvent, elles sont empreintes de l'influence de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, celle-ci souvent « gauchiste » ou anarchisante et d'autant plus dangereuse quand elle se gargarise de postures apparemment radicales et de phrases révolutionnaires. Une de ses fonctions est précisément d'entraver et d'embrouiller le processus de réappropriation historique pour les jeunes, et malheureusement aussi les moins jeunes, militants. Parmi les multiples falsifications de l'idéologie gauchiste, et malheureusement d'ordre conseilliste aussi, de l'histoire du mouvement ouvrier, celle qui oppose le méchant dictateur Lénine à la gentille démocrate Rosa Luxemburg est sans doute une des plus dangereuses, ne serait-ce que parce qu'elle touche à pratiquement toutes les questions de principe et de méthode. Nous sommes convaincus que ce combat pour l'adoption la plus claire possible du programme du futur parti et donc pour le regroupement effectif, c'est-à-dire basé sur l'unité et la conviction politiques des membres du parti, passe par la reconnaissance de l'unité fondamentale de classe entre Lénine, Luxemburg et Liebknecht et leur revendication historique.

Confronter la réalité actuelle avec l'œuvre de ceux qui furent nos maîtres, c'est renouer les fils de l'évolution historique que leurs détracteurs, ceux qui ont momifié leur corps et leurs principes, espèrent avoir cassé à jamais au nom de la survivance du monde capitaliste. Chaque année, les marxistes, les communistes qui ont maintenu le drapeau de la révolution prolétarienne contre la vague montante de la contre-révolution centriste, ont commémoré ces grands chefs que furent Lénine, Rosa, Liebknecht, avec la préoccupation constante de vérifier leur propre effort, en tant que continuateurs historiques de l'époque héroïque où ces derniers vécurent.

Aujourd'hui, nous sommes plus que jamais seuls dans ce travail de vérification et nous avons conscience des lourdes responsabilités que nous confère notre solitude sur le chemin du marxisme.

Toute l'œuvre de Lénine se dresse contre la Russie Soviétique du centrisme⁸¹, contre les partis communistes,

⁸¹ Par « centrisme », *Bilan* entend le stalinisme. Si on peut post-festum discuter de la validité de considérer « centriste » le stalinisme de la fin des années 1920 jusqu'à la guerre, l'élément essentiel est encore une fois la méthode utilisée ici. Pour la Fraction de gauche du PC d'Italie jusqu'en 1935, puis Fraction italienne de la Gauche communiste ensuite, la dégénérescence de l'Internationale est un processus et donc aussi l'objet d'un combat contre l'opportunisme

agents de la bourgeoisie. Toute son œuvre est la négation de la boucherie impérialiste d'Espagne et de l'Union Sacrée antifasciste que l'on y a réalisé.

Lénine, c'est la sélection des cadres - par l'extrême sélection des notions programmatiques - en vue de la formation d'un "parti de classe". C'est la lutte à outrance contre l'opportunisme, la recherche des formes les plus accentuées de la lutte des classes. Lénine, c'est aussi "L'État et la Révolution", où se trouvent consignés tous les enseignements historiques au sujet de la nature de l'État, les positions prolétariennes envers l'État au cours de la révolution. Lénine, c'est le fondateur de la IIIe Internationale, celle qui, en 1919-20, fit trembler le vieux monde et remplit d'espoirs tous les exploités.

Aujourd'hui, on reste fidèle à l'œuvre de Lénine en luttant dans le chemin qu'il nous a tracé pour forger des partis. Il est faux, archi-faux, de prétendre que le parti centralisé, sélectionné rigoureusement dans ses cadres et ses idées, contienne la cause d'une inévitable dégénérescence, portant à la dictature "sur" le prolétariat. La centralisation résulte de l'extrême sélection du parti

et le centrisme qui permettra de tirer les leçons de la vague révolutionnaire de 1917-1923 et de fournir le cadre et les positions programmatiques de la Gauche communiste d'aujourd'hui et du parti de demain.

et est l'indice d'un perfectionnement du cerveau de la classe. Plus l'évolution de la lutte des classes met le prolétariat devant la nécessité de pousser de l'avant ses positions, plus il doit perfectionner l'organe de sa pensée : la collectivité que représente le parti.

Le parti dégénère quand il n'est plus l'expression fidèle de l'évolution du prolétariat et ce phénomène de décalage n'est pas déterminé par le parti mais par la modification des rapports entre les classes. Plus tôt l'on se rend compte de ces modifications et plus vite l'on peut nettoyer le parti de classe et permettre au prolétariat de poursuivre sa marche en avant.

Si le parti bolchevik est devenu ce qu'il est aujourd'hui : une arme de la répression contre les ouvriers révolutionnaires en Russie, c'est bien parce que l'ampleur des problèmes devant lesquels se sont trouvés les bolcheviks, appelés à résoudre pour la première fois le problème de la gestion d'un État prolétarien, les a jetés dans une impasse qui devait, par la suite, les couper du prolétariat russe et international. Ce que l'on ne veut pas comprendre, c'est la contradiction qu'il y a entre l'affirmation : "sans parti bolchevik, la révolution d'Octobre eût été impossible" et l'affirmation : "les notions de Lénine sur le parti conduisent inévitablement à la dégénérescence". Faut-il donc admettre Lénine jusqu'à la révolution, puis le réviser après celle-ci, ou doit-on retirer de l'expérience russe les données de la gestion de l'État prolétarien comme secteur subordonné à la lutte et à l'évolution du prolétariat international ? Avec la conception du parti telle que Lénine l'a formulée et réalisée en Russie (non comme il procéda dans les différents pays après 1917) nous sommes et restons solidaires et c'est à son développement et aux enseignements de la Révolution russe que nous nous sommes attelés.

De même que Lénine, dans les limites historiques de son époque, s'est rattaché aux formes les plus accentuées de la lutte des classes, de même les marxistes à notre époque avaient pour devoir non de répéter des formules ou un catéchisme, mais de suivre la locomotive de l'histoire. Si, apparemment, on peut trouver une opposition entre certaines positions de Lénine et les nôtres, elle n'est que formelle si on tient compte du développement historique. Lénine pouvait être pour le

droit d'auto-détermination des peuples (bien que, sur ce point, Rosa vit plus juste que lui), parce qu'il croyait que cette position propre aux révolutions bourgeoises pouvait encore, dans certains pays, se concilier avec la lutte pour la révolution prolétarienne. Après l'expérience chinoise, le problème est fondamentalement tranché et nous continuons Lénine en rectifiant à la lueur de l'expérience son expérience.

Lénine, par son œuvre et sa vie, se trouve à l'opposé de "la réconciliation des Français", de "l'amour de la patrie soviétique", de la défense de la démocratie, de la S.D.N. (qualifiée par lui de Société des Brigands), et, surtout, il n'a plus rien de commun avec un État ouvrier qui étouffe le prolétariat russe, massacre ses meilleurs militants, pourchasse les internationalistes, mais bénit M. Laval lorsqu'il fait voter des crédits militaires. Lénine n'a plus rien à voir avec des partis communistes qui ont passé la barricade, défendent "leurs" patrie, "leurs" colonies et font chanter l'hymne des exploités aux exploités.

Si le centrisme possède la momie de Lénine, nous héritons de son œuvre, de sa pensée et nous le continuons quand nous crions : "ouvriers, quittez les partis communistes, traitez et patriotards". Nous le continuons quand nous disons : "pas de défense de l'U.R.S.S., bourreau du prolétariat russe, instrument du capitalisme mondial dans l'œuvre de répression contre les travailleurs". L'U.R.S.S. ayant rompu avec le prolétariat international pour passer de l'autre côté de la barricade et massacrant aujourd'hui la vieille garde bolchevique, le prolétariat y relève le drapeau de la lutte pour la révolution afin de détruire dans ses fondements la dictature centriste, expression de la victoire internationale du capitalisme.

Et que l'on ne colle pas Lénine, internationaliste et défaitiste en 1914, à l'Union Sacrée antifasciste de l'Espagne, à l'interventionnisme jusqu'au-boutiste dans la guerre impérialiste. Lénine n'était pas pour la trêve de la lutte des classes pendant la guerre comme le POUM et les anarchistes entrant dans l'État capitaliste catalan. Il n'attendait pas d'être chassé honteusement des ministères pour se rappeler qu'il faut aussi lutter contre l'État capitaliste. Contre le courant, il préconisait la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile qui n'était pour lui que la forme extrême que de-



vaît inévitablement revêtir la lutte des classes pendant la guerre.

Mais aux côtés de cette figure géniale de chef prolétarien se dressent tout aussi imposantes les figures de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Produits d'une lutte internationale contre le révisionnisme et l'opportunisme, expression d'une volonté révolutionnaire du prolétariat allemand, ils appartiennent à nous et non à ceux qui veulent faire de Rosa le drapeau de l'anti-Lénine et de l'anti-parti ; de Liebknecht, le drapeau d'un antimilitarisme qui s'exprime en fait par le vote des crédits militaires dans les différents pays "démocratiques". Rosa Luxemburg n'a pas exprimé une conception particulière du parti, mais a réagi à la fois contre la conception introduite par les opportunistes et la conception marxiste de Lénine. La création du parti spartakiste, un peu avant la fin de la guerre, nous permet quand même de comprendre que les événements poussaient Rosa dans le chemin suivi par les bolcheviks et que ses conceptions antérieures n'étaient que le produit d'une non-maturation des conditions historiques de l'Allemagne pour l'éclosion d'une conception cristallisée de la nature et du rôle du parti d'avant-garde. La mort a coupé net le développement de la pensée de Rosa Luxemburg et c'est pourquoi les opportunistes aiment mieux échafauder leurs sales spéculations sur des aspects de la pensée de la grande militante qui font partie d'un passé à jamais révolu alors que c'est seulement le devenir que contient l'oeuvre de Rosa qui importe. Ce devenir, comme le prouve le discours au Congrès des spartakistes, aurait été conforme au chemin suivi jusqu'ici par Rosa qui s'orientait vers les positions et les formes les plus accentuées de la lutte des classes en Allemagne. C'est cela qui explique la nécessité pour la bourgeoisie de la faire assassiner au moment de l'irruption des ouvriers armés sur l'arène politique. "À mort Spartakus", tel fut le cri du capitalisme devant un organisme dirigé par Rosa et Liebknecht dont on veut faire aujourd'hui le drapeau de la démocratie pure, les ennemis de la dictature du prolétariat. Mais pas plus que Luxemburg, Liebknecht ne peut être revendiqué par ceux qui défendent leur patrie impérialiste, mobilisent les ouvriers autour de positions chauvines, réconcilient les classes en une fraternelle Union Sacrée et sont jusqu'au-boutistes dans la guerre capitaliste d'Espagne.

Cruelle ironie des choses que de voir des ultra-nationalistes se parer d'un homme qui lança seul dans le Reichstag prussien, un NON qui devait lui faire connaître les geôles mais devait en faire le guide des masses dans la grande tempête impérialiste de 1914. Ceux-là mêmes qui le fêtent votent à tour de bras des milliards pour la défense nationale et se bornent à de-

mander à Monsieur Daladier⁸² d'améliorer le menu des soldats dans les casernes.

Nous restons donc fidèles à Liebknecht en lançant, seuls contre tous, son NON symbolique dans une époque où tous envoient les prolétaires se faire massacrer en Espagne au nom du capitalisme. Nous lui restons fidèles en relevant le drapeau de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Aujourd'hui, Lénine, Luxemburg, Liebknecht se retrouvent dans les fractions de la gauche communiste internationale qui sont les héritiers légitimes, leurs continuateurs et auxquels l'histoire a confié la lourde tâche de marcher de l'avant, toujours de l'avant. Tout comme leurs maîtres, les communistes internationalistes s'orientent vers les positions et les formes de luttes les plus accentuées que commande l'évolution de la lutte des classes dans la phase de décadence profonde du système capitaliste. C'est dans ce sens qu'ils ont combattu et combattront toutes les tentatives de ramener leurs positions et leur activité au catéchisme retiré de Lénine ou de Rosa, car c'est le moyen pour falsifier leur oeuvre et les employer non pour la victoire, mais pour la défaite prolétarienne. Les principes qu'ils nous ont légués et qui sont le fruit de l'expérience historique, restent notre héritage, mais de même que la lutte des classes ne s'arrête pas à leur mort, notre travail idéologique et d'élaboration programmatique doit se continuer progressivement afin de préparer la classe ouvrière aux heures décisives où elle lancera son assaut révolutionnaire et jettera les bases d'une nouvelle société où l'oeuvre de ceux qui ont frayé la voie à l'émancipation des prolétaires ne sera plus momifiée, mais recevra enfin sa véritable signification.

*Bilan n°39 - Janvier-Février 1937,
bulletin théorique mensuel de la Fraction italienne de
la Gauche communiste*

⁸². Ministre de la guerre en 1933-1934, puis de juin 1936 à la débâcle de l'armée française en mai 1940. Il est aussi Président du conseil - premier ministre du gouvernement français d'avril 1938 à mars 1940.

• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :

Canada (Québec) :

- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield
- N'était-ce pas l'été, 6792 Boul. St-Laurent, Montréal
- Livres à soi, 1575 Av Laurier, Montréal, H2J 1J1

France :

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :

Hongrie : Gondolkodó Autonóm Antikvárium Budapest Orczy út 46-48. 1089 Magyarország
Royaume-Uni : Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #31 (septembre 2025)

Se préparer aux affrontements de classe qui viennent

Rejeter tous les sacrifices que le capitalisme veut nous imposer pour préparer sa guerre mondiale (tract du GIGC, avril-mai 2025)

Manifestations spontanées à Los Angeles contre la police « ICE »

L'alternative droite-gauche, autocrates-démocrates, Trump-anti-Trump au service et moment de la marche à la guerre généralisée

Dans la guerre des droits de douane, le prolétariat paiera la facture si... (Battaglia comunista)

Lettre de Barbaria sur nos commentaires critiques sur ses thèses programmatiques (extraits)

Notre réponse à Barbaria

La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (fin)

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #32 (janvier 2026)

La clé de la tragédie qui vient ?

Lente mais réelle émergence des luttes prolétariennes internationales ?

- Mobilisations prolétariennes au Canada et intervention des révolutionnaires

- Tract des comités No War But the Class War canadiens durant la grève des postes

- Trois jours de grève générale en Belgique (24 au 26 novembre 2025)

Rôle et fonction des comités de lutte

Lutte de masse et marche à la guerre impérialiste généralisée (contribution)

Correspondance sur *Que faire ?* de Lénine et la conscience de classe-parti

Introduction de notre brochure « la tactique du Comintern » d'O. Vercesi

NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection* et *organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la grève

de masse.

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chávez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcelles*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.